

# **l'Anti**capitaliste

N°102 | NOVEMBRE 2018 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



**11 NOVEMBRE 1918, 100 ANS APRÈS**

QUE L'AVENIR  
CONSOLE LA DOULEUR



**INSTABILITÉ ET POLARISATION  
POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE**



**ÉLECTIONS EUROPÉENNES:  
CE QUE LE NPA A PROPOSÉ À LO**



**ANTISIONISME-ANTISÉMITISME:  
ENJEUX D'UN AMALGAME**



# Sommaire

## EDITORIAL

**Laurent Ripart** Les entourloupes de la commémoration du 11 Novembre **P3**

## PREMIER PLAN

### Comité exécutif du NPA

Élections européennes: ce que le NPA a proposé à LO... et ce que LO a refusé **P4**

**Thierry Labica** Instabilité et polarisation politiques en Grande-Bretagne **P7**

**Dominique Vidal** Antisionisme-antisémitisme: enjeux d'un amalgame **P10**

## DOSSIER

**Julien Salingue** Fin de la Première Guerre mondiale... ou préparation de la suivante? **P14**

Résolution sur le traité de Versailles adoptée par l'Internationale communiste **P17**

**Henry Laurens** Comment l'Empire ottoman fut dépecé **P19**

**Patrick Le Moal** Vague révolutionnaire en Allemagne (1918-1923) **P21**

**Françoise Thébaud** La condition des femmes pendant la Première Guerre mondiale **P24**

## REPÈRES

### Michael Löwy

80<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération pour un art révolutionnaire indépendant (FIARI):

Léon Trotsky et André Breton à l'ombre du Popocatepetl **P28**

## LECTURES CRITIQUES

**Julien Salingue** Inch'Allah, l'islamisation à visage découvert, de Gérard Davet et Fabrice Lhomme: une lecture (très) critique **P30**

## ARTS

**Philippe Cyrroulnik** «Je finis par trouver obscène que l'image, au lieu de mettre à jour la souffrance et la violence du monde, l'esthétise et donc la dépolitise.» **P33**

## FOCUS

### Régine Vinon

En Guyane, la population s'oppose à une mine d'or à ciel ouvert **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:  
Monument aux morts de Dardilly (69) DR.



Photothèque rouge/JMB.



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## ***l'Anticapitaliste***

*la revue mensuelle du NPA*

### Comité de rédaction:

Yann Cézard, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Directeur de la publication:

Ross Harrold

### Diffusion:

01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration:

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire:

0519 P 11509

### Numéro ISSN:

2269-370X

### Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage:

3 000 exemplaires

### Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Les entourloupes de la commémoration du 11 Novembre

PAR LAURENT RIPART

La commémoration du 11 novembre 1918 a été préparée par une «mission centenaire» qui constituait l'un des outils mémoriels mis en place par Sarkozy pour imposer un retour au «récit national». Placée sous l'autorité du ministère de la Défense, dotée d'un conseil d'administration présidé par un général, cette «mission» a bénéficié du relais de l'Éducation nationale et des universitaires les plus serviles. Il s'agissait pour l'État de profiter des commémorations de la Grande Guerre pour en imposer une relecture patriotique et militariste, destinée à célébrer «la nation combattante».

Reprenant à leur compte la «mission centenaire», son fonctionnement et ses objectifs, Hollande puis Macron ont montré que la droite sarkoziste n'a pas le monopole de la relecture réactionnaire de l'histoire. Le PS se montre d'ailleurs, sur ce point au moins, fidèle à l'héritage de ses fondateurs, ces sociaux-démocrates qui avaient tourné le dos en 1914 aux principes de l'Internationale pour gérer avec la bourgeoisie cette guerre criminelle. Du PS à LR, c'est bien la vieille Union sacrée qui a communié pour imposer un récit militariste et mensonger, basé sur cinq entourloupes majeures.

La première entourloupe est d'affirmer que les morts de 1914-1918 auraient «choisi de mourir pour cette cause sacrée: la France», comme l'a affirmé Macron dans son discours du 6 novembre.

Un véritable négationnisme historique. Quel choix ont eu les Sénégalais raflés dans les colonies? Quels choix ont eu les paysans français envoyés sur le front et qui savaient qu'au moindre pas en arrière les attendait le peloton d'exécution? Certes, la culture nationaliste imprégnait la jeunesse française, mais quel libre choix pouvait-elle avoir, après avoir subi depuis l'enfance la propagande patriotique déversée par l'école, l'église mais aussi l'armée à travers son service militaire de trois ans? Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante et celle-ci s'était attachée à entretenir par tous les moyens un chauvinisme exacerbé que nul n'avait le choix d'éviter.

La deuxième entourloupe est de nous faire croire que la Première Guerre mondiale aurait été un combat pour «la liberté». Faut-il penser à la liberté des Alsaciens, auxquels ni l'Allemagne ni la France n'ont jamais songé à demander l'avis? Ou alors celle des populations du Togoland, cette colonie allemande que la France et l'Angleterre se partagèrent au canon dès août 1914? Ou encore aux libertés démocratiques que les États belligérants ont supprimées, faisant arrêter tous les opposants à la guerre et censurant la presse? La réalité est que, dans cette guerre, les États n'ont rien défendu d'autre que leurs intérêts impérialistes et ont foulé aux pieds les libertés des peuples.

Troisième entourloupe: expliquer que l'armée française a vain-

cu l'Allemagne. La réalité historique est bien différente: si, depuis l'été 1918, l'armée allemande était en difficulté, elle était loin d'être défaite puisque, le 11 novembre 1918, les Alliés n'occupaient pas un pouce du territoire allemand. L'Allemagne n'a capitulé que pour une simple raison: depuis que le 29 octobre 1918, les marins de la base de Kiel s'étaient mutinés et avaient mis en place une république soviétique, les gouvernements allemand et autrichien avaient perdu le contrôle de leurs troupes et les empires centraux étaient en train de basculer dans une révolution socialiste. La bourgeoisie allemande était patriote, mais elle préférait encore le joug franco-anglais aux bolcheviks; elle courut à Rethondes obtenir un armistice et surtout le soutien des Alliés pour réprimer dans le sang l'insurrection communiste.

La quatrième entourloupe est d'affirmer que «la victoire française» aurait permis de créer «un monde de paix». Comment peut-on considérer que le Traité de Versailles aurait pu apporter la

paix au monde, alors même que l'ordre injuste qu'il a mis en place n'a fait qu'exacerber les tensions nationalistes, ouvrant la voie à une Seconde Guerre mondiale encore plus barbare que la première? Comment peut-on penser que la création d'un foyer national juif en Palestine ou le dépeçage de l'empire ottoman, dont les peuples du Proche-Orient payent encore le prix, aurait été un acte de paix? La guerre n'a abouti qu'à la mise en place d'un nouvel ordre impérialiste, dont l'injustice et les contradic-

tions ont été à la source de toutes les horreurs qu'ont subies les peuples du XX<sup>e</sup> siècle.

La cinquième entourloupe a été ouverte par Macron lorsqu'il a ressorti de son placard le vieux discours de l'extrême droite visant à réhabiliter Pétain comme «grand soldat». Il faut le dire et le répéter: les généraux qui ont dirigé la grande boucherie font partie des plus grands criminels de l'histoire et nos morts ne trouveront la paix que lorsque les Joffre et autres Foch rejoindront Pétain dans l'indignité nationale. Il n'y a pas deux Pétain pour la bonne et simple raison qu'il existe une continuité entre le militarisme de la Grande Guerre, qui a servi de chaudron à l'idéologie fasciste, et son entretien par les ligues d'anciens combattants, qui se sont attachés à en cultiver le souvenir avant de soutenir l'ordre nazi.

Cette réécriture de l'histoire a une fonction. À l'heure où l'ordre néo-libéral s'organise chaque jour un peu plus autour de la concurrence de plus en plus armée des grandes puissances, elle vise à légitimer ce nouveau militarisme. Elle fait partie d'une politique globale qui se traduit en particulier par la mise en place d'un nouveau Service national universel, destiné à faire subir à la jeunesse française un «enseignement d'éducation civique» dispensé par l'armée. Face à ces bruits de botte, il nous faut plus que jamais reprendre le cri de Craonne, en maudissant la guerre et la république qui la célèbre!



DR



# Élections européennes: ce que le NPA a proposé à Lutte ouvrière...

PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF DU NPA

**D**epuis le mois de juillet, plusieurs rencontres entre le NPA et Lutte ouvrière ont eu lieu, pour discuter notamment de la perspective d'une campagne commune lors des élections européennes de mai 2019. C'est dans le cadre de ces rencontres que le Comité exécutif du NPA a envoyé, le 1er novembre, aux camarades de LO, la lettre que nous reproduisons ci-dessous. Il s'agissait d'établir un bilan d'étape des discussions en cours entre les deux organisations, et de proposer de dépasser les désaccords (réels) en vue d'une campagne commune. Lors de la rencontre qui a suivi l'envoi de cette lettre, le 8 novembre, les camarades de LO ont signifié leur refus de s'engager dans une telle démarche. Nous publions donc, en guise d'éclairage, le courrier envoyé par le NPA.

CherEs camarades,

Nous avons décidé lors de notre CPN de juin dernier de vous proposer d'ouvrir des discussions en vue d'une liste commune de nos deux organisations pour les élections européennes de mai prochain (comme cela s'est déjà fait entre LO et la LCR à plusieurs reprises). Si l'on compte notre débat commun à l'université d'été du NPA, nous en sommes à quatre rencontres, et une prochaine est prévue le jeudi 8 novembre.

Ce choix, de notre part, repose sur une analyse des rapports de forces politiques actuels. La poussée réactionnaire donne à nos deux organisations des responsabilités pour oeuvrer de concert à contrer les idées xénophobes et racistes qu'elle véhicule. D'autre part ces élections seront le premier test politique après deux ans de pouvoir de Macron, deux années d'offensive généralisée contre les droits du monde du travail et de la jeunesse auxquelles nos organisations ont chacune de leur côté essayé de contribuer à faire face.

Dans ce contexte une liste commune pour faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste des révolutionnaires nous paraît un signal important d'une volonté d'unir les forces plutôt que de les éparpiller. Nous sommes convaincus qu'une telle liste pourrait constituer un point d'appui pour les

## BILAN DE NOS DÉSACCORDS ET DÉBATS

Le premier désaccord concerne le positionnement par rapport aux institutions européennes. En particulier dans le cadre d'élections européennes, nous insistons sur les éléments de rupture avec celles-ci. Cela parce que dans le cadre de la crise, les



Photothèque rouge MILO

équipes militantes avec lesquelles nous nous retrouvons dans la rue pour résister aux attaques de ce gouvernement. Nous nous réjouissons de la réponse positive que vous avez donnée à notre proposition d'ouvrir des discussions. Nous avons fait, au cours des rencontres précédentes, le tour de la plupart des questions qui se posent à nous, points d'accords, points de divergences, de fond ou de formulation. Il est temps d'en faire le bilan et d'aller plus avant dans la discussion de ce que nous pourrions défendre ensemble dans ces élections européennes. Et comment. Car si des désaccords subsistent, nous considérons que, dans le cadre d'une campagne électorale, il est possible de les dépasser.

revendications sociales se confrontent au cadre d'exploitation capitaliste dont les traités et les institutions européennes sont garants, et qu'aucune politique émancipatrice ne pourrait être menée dans un tel carcan. Sans être d'accord avec ce point de vue, vous avez exprimé un accord sur le fait de dénoncer l'Union européenne comme un outil pour les bourgeoisies et les puissances impérialistes.

Le second désaccord concerne l'expression de notre solidarité par rapport aux migrantEs. C'est à notre avis une question aujourd'hui centrale dans le débat européen. Il s'agit là, nous semble-t-il, surtout d'un désaccord sur l'importance à donner à cette question dans notre campagne électorale. Au nom des intérêts politiques



de notre classe, il nous semble important de mettre en bonne place l'ouverture des frontières, contre tous les protectionnismes et chauvinismes de tous bords. Au-delà, nous pensons que la question de l'Europe forte-ressée, de la politique des classes dirigeantes de l'Union européenne, cristallise dans la période la critique radicale que nous devons porter de la construction capitaliste de l'Europe. Nous avons également une discussion concernant les revendications démocratiques contre tous les rapports d'oppression (droits des femmes, défense de la liberté d'orientation sexuelle, antiracisme, antifascisme, oppressions nationales...), ainsi que celles répondant à la crise écologique.

Le dernier désaccord concerne l'opposition que vous faites entre la nécessité de construire et d'appuyer les mobilisations contre le gouvernement et celle de mener une campagne «pour le communisme». De notre côté, nous pensons qu'une campagne électorale peut et doit surtout, face aux problèmes du moment, se faire le porte-voix des luttes et contribuer à les renforcer.

Ces points sont évidemment importants, mais il nous semble qu'ils n'empêchent pas une campagne politique de nos deux organisations sur des points essentiels, et qui nous sont d'ailleurs communs, pour la défense des intérêts du monde du travail. Points sur lesquels nous pourrions trouver des formules communes. Chacune de nos deux organisations gardant néanmoins la liberté de développer ses arguments à sa manière, sans toutefois donner l'impression que nous défendrions des éléments contradictoires.

Nous résumons ci-dessous les principaux points que nous pourrions défendre ensemble, qui ne sont donc pas nos positions strictes, mais qui pourraient permettre de dépasser nos désaccords.

#### **QUELLE CAMPAGNE EUROPÉENNE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE?**

Puisqu'il s'agit d'une élection européenne, le thème général est notre opposition à cette Europe du capital qu'est l'Union européenne: une alliance des bourgeoisies et du grand patronat européens pour faire fructifier leurs affaires et coordonner leurs

politiques anti-sociales. Nous lui opposerons la perspective d'une Europe des travailleurEs et des peuples.

L'Union européenne et ses institutions (constituées sous la houlette des gouvernements nationaux et dominées par ceux des plus grandes puissances européennes, à commencer par ceux de la France et de l'Allemagne), sert de machine de guerre des classes dominantes des différents pays contre les classes populaires, pour mettre en concurrence les travailleurEs et tirer les droits vers le bas, pour imposer l'austérité en particulier par les politiques financières comme elles l'ont fait en Grèce par exemple. L'exemple grec le montre: pour défendre les intérêts du monde du travail, des classes populaires, une confrontation est nécessaire avec les capitalistes nationaux ainsi qu'avec l'UE, ses institutions représentant les intérêts des banquiers et grandes firmes européennes..

Nous nous opposons aussi au faux choix entre Europe libérale et repli national. Celui-ci, prôné par l'extrême droite et par tous les nationalistes, y compris ceux qui se réclament de la gauche, n'est en rien une solution, car les classes populaires ont davantage d'intérêts communs entre elles, par-delà les frontières, qu'avec les bourgeoisies de leurs propres pays qui les exploitent.

Mais ces élections seront l'occasion pour les travailleurs, les jeunes, les retraités, d'exprimer, ne serait-ce que par un bulletin de vote, leur colère contre la politique menée par le gouvernement Macron. Il faut qu'ils puissent le faire sur leur propre terrain, celui de la défense des intérêts du monde du travail. Il faut dans cette campagne une opposition sur un terrain de classe.

Nous combattons Macron et son gouvernement, mandataires du patronat français qui nous exploite au quotidien. Nous mettrons en avant un programme de défense des intérêts des salariéEs, un programme pour ses luttes, en cours et à venir.

Notre campagne défendra également l'urgence d'en finir avec un système en crise profonde, sur le plan social, écologique, économique et politique. À l'offensive contre l'ensemble des acquis du monde du travail, leur nivellement par le bas ou leur liquidation,

s'ajoute le dérèglement climatique, l'assassinat des migrantEs, la montée de l'extrême droite qui devient véritablement inquiétante - l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil en est le dernier avatar.

Il est urgent que le monde du travail, par ses mobilisations, ôte le pouvoir aux capitalistes pour renverser le système et construire une société solidaire, autogérée, égalitaire avec une planification écologique fondée sur les besoins sociaux, et pas sur les profits. Pour une Europe socialiste.

#### **DES MESURES D'URGENCE POUR COMBATTRE LA RÉGRESSION SOCIALE ET LE SYSTÈME CAPITALISTE**

Dans cette campagne, nous mettons en avant un plan d'urgence pour le monde du travail, qui articule des revendications immédiates et des revendications transitoires, qui pose le problème de la propriété privée et de l'État, en un mot qui remette en cause le pouvoir des capitalistes et défende la perspective d'une Europe des travailleurEs et des peuples:

- Des mesures d'urgence sociale pour résister à la mise en concurrence des salariéEs d'un pays à l'autre: salaires (SMIC européen à 1700 euros nets), temps de travail (32 heures sans perte de salaire), retraites à taux plein à 60 ans (55 pour les métiers pénibles), développement des services publics, interdiction des licenciements, annulation des dettes des États aux banques, réquisition des banques pour un monopole public bancaire, etc.

- Des mesures d'urgence antiraciste contre l'Europe forteresse, pour une solidarité internationaliste: la fin de Frontex et l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation sans limite ni quota et une citoyenneté de résidence pleinement égalitaire; contre les interventions militaires françaises, notamment en Afrique, contre les visées impérialistes de l'UE et les aventures guerrières; pour l'unité de ceux d'en bas, du monde du travail et des peuples par-delà les frontières, seule garantie contre la division, la mise en concurrence, l'accroissement de l'exploitation...

- Des mesures d'urgence démocratique et pour l'égalité des droits:





contre les lois liberticides et répressives; droit de vote et d'éligibilité pour touTEs; égalité femmes-hommes; défense du droit des femmes à disposer de leur corps (avortement et contraception); développement des services publics du logement, de l'éducation et de la santé...

- Des mesures d'urgence écologique pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver les ressources: en finir avec une agriculture productiviste dans laquelle les grands trusts font la loi, imposant pour leurs profits les engrais, insecticides, ou semences les plus destructeurs (glyphosate ou autres), sortir au plus vite du nucléaire dont les dangers sont d'autant plus accrus par la course aux profits, exproprier les groupes industriels de l'énergie et des pollueurs, et mettre sous contrôle des salariéEs et des usagerEs, organisation de la population pour une planification des ressources énergétiques à l'échelle européenne.

- Enfin, dans l'Europe que nous voulons, chaque peuple doit être libre de ses choix démocratiques.

Ce programme n'est pas essentiellement électoral, c'est un programme anticapitaliste de défense des intérêts des classes populaires, et un programme pour les luttes, car seule la construction de l'unité du monde du travail et d'un rapport de forces pourra imposer ces mesures à la bourgeoisie. Nous voulons contribuer à la construction des mobilisations, les encourager, les unifier sur des objectifs communs à touTEs, mettre en avant l'idée d'une riposte d'ensemble du monde du travail, d'une grève générale pour mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement de Macron et du patronat.

Les mesures d'urgence que nous voulons porter dans cette élection sont en contradiction immédiate avec l'Europe des capitalistes, avec les politiques des États nationaux et du grand patronat. L'issue à la crise ne viendra pas des solutions institutionnelles, que ce soit au niveau national ou européen. Il faut donc poser la question de qui dirige la société, d'un pouvoir des travailleurEs et des peuples pour imposer ces mesures aux capitalistes



en France, et proposer la convergence avec les autres peuples, pour renverser le système et construire une société socialiste.

#### **L'IMPORTANCE D'UNE CAMPAGNE COMMUNE DES ANTICAPITALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES**

Revenons enfin sur les enjeux qui motivent à notre avis la nécessité d'une campagne commune dans le contexte d'aujourd'hui: une situation toujours plus dure pour les classes populaires; une extrême droite faiseuse d'illusions mais de plus en plus sûre d'elle-même, et encouragée par ses succès dans divers pays; une gauche, dont même la fraction qui se prétend la plus radicale cède à la démagogie nationaliste et anti-migrantEs.

Nous sommes de petits groupes, notre rayonnement et notre crédit ont leurs limites, ils s'exercent dans des sphères qui ne se recoupent pas entièrement (ce qui est, somme toute, un atout supplémentaire) et nous ne prétendons pas avoir aujourd'hui les moyens de changer dans l'immédiat la face du monde. Mais nous pouvons en revanche tenter de faire bouger des lignes à notre échelle.

Comment utiliser au mieux nos faibles forces? En nous présentant chacun de notre côté à ces élections dans un contexte où il s'impose de resserrer les rangs? Ou en concentrant nos énergies pour offrir aux travailleurEs de ce pays, à la jeunesse et plus généralement à toutes celles et

ceux que les dégâts économiques, sociaux indignent, un pôle révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste, proposant de tout autres perspectives à notre classe, dont des perspectives de lutte?

Nous ne sommes pas sans atouts. Nous avons des porte-paroles nationaux connus et appréciés, bien d'autres camarades, qui se sont fait connaître au fil des ans, en tant que militantEs et salariéEs combattifs et porteurs d'un idéal d'émancipation, qui ont participé à des luttes, et pour certainEs les ont dirigées.

Une campagne commune serait l'occasion de faire entendre notre voix plus fortement, en avançant une demi-douzaine d'axes généraux qui nous sont communs. Et l'argument parfois avancé, selon lequel les candidatures séparées permettraient de totaliser des minutes d'antenne, semble peu de circonstance.

Il va y avoir aussi des problèmes matériels à débattre entre nous: problèmes de financement, de choix de candidates et candidats, d'organisation de futurs meetings, de réflexion sur une profession de foi...

Mais c'est d'abord un choix politique qu'il s'agit d'effectuer. Et à nos yeux il s'impose, si nous voulons donner confiance à toutes celles et tous ceux qui, quand bien même ils auraient cédé à la tentation du « vote utile » pour Mélenchon, ont écouté ces dernières années nos idées avec sympathie, notamment lors de la dernière présidentielle. □



# Instabilité et polarisation politiques en Grande-Bretagne

PAR THIERRY LABICA

*Quelques semaines après le congrès du Parti travailliste, éléments d'analyse sur la situation politique instable en Grande-Bretagne et sur les évolutions du Parti travailliste à la tête duquel se trouve, depuis 3 ans, Jeremy Corbyn.*

## UNE LONGUE PÉRIODE DE DÉRIVE DROITIÈRE ET RACISTE

Si les apparences du bipartisme britannique paraissent sauvées, les évolutions politiques que connaît la Grande-Bretagne depuis une dizaine d'années sont, dans une large mesure, comparables à ce que l'on observe ailleurs en Europe et dans le monde: dérives droitières nationalistes, racistes et xénophobes, montée de l'audience de l'extrême droite, succès éditorial des paniques identitaires déclinistes, normalisation des thèmes et arguments les plus réactionnaires dans le champ de la politique institutionnelle présumée convenable. Les aléas et les déconvenues du parti UKIP (créé en 1993 – d'abord anti-UE puis ouvertement anti-étrangers) ou du BNP (British National Party, en continuité directe de courants ouvertement fascistes ou néo-nazis) ne changent rien à ce premier constat que l'on doit en grande partie à une dominante de la vie politique en Grande-Bretagne: le système électoral parlementaire uninominal à un tour favorise les deux principaux partis et repousse les autres organisations aux marges du champ politique traditionnel, quand bien même ces organisations bénéficieraient d'audiences électorales importantes et croissantes (à gauche, le cas des Verts est un bon exemple de ce type de décalage).

Le face-à-face familier entre partis travailliste et conservateur n'est donc en rien le signal d'une modération préservée dans une conjoncture internationale, elle, marquée par les résurgences autoritaires et fascistes. Les conservateurs (ou *Tories*), au pouvoir depuis 2010, ont mené de front des politiques d'austérité post-2008 d'une brutalité extrême et un durcissement généralisé des politiques migratoires assortis de l'imagerie toxique appropriée.

Côté austérité, dès l'automne 2010, furent annoncées des suppressions de postes



par centaines de milliers dans la fonction publique (très majoritairement de l'emploi féminin au bas de l'échelle des salaires), des réformes toujours plus défavorables des retraites, ou encore, par exemple, de l'indemnisation chômage et de la protection sociale. L'assaut mené contre les personnes handicapées ou en incapacité permanente, dans le cadre de ces réformes de la protection sociale et du marché du travail, conduisit même les Nations unies (dans le cadre de la convention sur le droit des personnes handicapées) à lancer une enquête en 2016 sur les «violations systématiques et graves» par l'État britannique contre les droits humains des personnes malades et handicapées. De leur côté, des chercheurs publièrent une étude dans le *British Medical Journal* en 2017, documentant une mortalité excédentaire de 120 000 décès depuis 2010, en lien avec les restrictions budgétaires en matière de santé publique.

La dégradation générale et accélérée de l'ensemble des services et de la situation sociale fut renvoyée au problème de l'immigration, ce, avec une insistance pro-

portionnée à l'ampleur et à la gravité des reculs. Les riches purent continuer de s'enrichir *comme jamais*. Les Tories se sont montrés d'un entrain rare, et parmi eux, tout particulièrement Theresa May qui, avant de devenir Première ministre, avait été ministre de l'Intérieur du gouvernement de David Cameron. Il doit suffire ici de rappeler qu'à partir du début des années 2010, la priorité gouvernementale explicite était de créer un «environnement hostile» à «l'immigration illégale». Theresa May fit circuler sur des camions des affiches arborant, à côté de paires de menottes géantes, le slogan: «*Illegally in the UK? : Go home, or face arrest*» («*Illégal au Royaume-Uni? Rentrez chez vous, ou vous serez arrêté*»), suivi du chiffre des arrestations des semaines précédentes. Les lois immigration de 2014 et 2016 se mirent au diapason de campagnes de presse d'une virulence exceptionnelle contre, notamment, les réfugiés, inva-





riablement assimilés à la menace terroriste. Fut également envisagé l'établissement de liste d'employés étrangers dans les entreprises, au cours d'une involution dont le point d'orgue est le Brexit – la campagne qui précéda le référendum et les négociations qui lui ont succédé, en grande partie centrée sur la question de la liberté de circulation au sein de l'UE. Ces politiques aboutirent, au printemps 2018, au scandale Windrush, qui vit des citoyens britanniques originaires du Commonwealth, installés au Royaume-Uni depuis plusieurs générations, mis du jour au lendemain en situation d'illégalité et perdre tous leurs droits. La ministre de l'Intérieur, Amber Rudd, se trouva finalement contrainte à la démission suite à la révélation de mails confirmant des objectifs chiffrés d'expulsions qu'elle avait d'abord niés.

#### LES RESPONSABILITÉS DU PARTI TRAVAILLISTE

Ceci nous amène à la question du Labour, dans ce contexte, et depuis septembre 2015, lorsque Jeremy Corbyn obtint un soutien électoral massif pour en prendre la tête. Deux observations générales ici : il est à peu près impossible de sous-estimer la responsabilité du Labour blairiste dans la situation actuelle et en dépit des larmoiements extrême-centristes catastrophés sur la sortie de l'UE. Cette responsabilité est accablante. Dès 2010, la direction de l'opposition travailliste, dans les termes les plus explicites et les plus insistants, a fait savoir qu'elle soutenait l'austérité, qu'elle ne reviendrait pas sur les restrictions budgétaires des conservateurs, et qu'il en allait de leur crédibilité économique même et de leur aptitude à gouverner. Le banditisme bancaire, l'industrie de l'évitement fiscal et de l'évasion pure et simple, mais aussi l'enracinement des bas ou très bas salaires dans des secteurs entiers du marché du travail, n'étant aucunement en cause, le Labour, en toute logique, ajusta également ses positions sur les questions migratoires : la défense des services sociaux, du fleuron de l'État-providence d'après-guerre que représente le service national de santé (NHS), le bon fonctionnement des écoles, la maîtrise des budgets, devinrent avant tout affaire de politiques migratoires dissuasives, quitte à pratiquer la surenchère

sur les conservateurs, par exemple en défendant un allongement de la période préalable à l'ouverture de droits jusqu'à deux années pour les étrangers.

Ce zèle travailliste n'était cependant pas tout à fait nouveau. Le blairisme au pouvoir à partir de 1997 commença par lancer sa version d'un « multiculturalisme » post-industriel débarrassé de toute référence de classe. On s'aperçut bientôt, cependant, que le projet d'un nouvel âge inauguré par la « troisième voie » aboutissait à la stagnation ou à la régression des revenus pour la moitié des salariés, à la croissance continue des inégalités et à l'enracinement de la pauvreté et du sous-développement dans nombre d'anciennes régions industrielles à l'abandon depuis les années 1980 (ports de pêche, anciens bassins miniers). Intervint dans ce contexte, en 2004, l'intégration à l'UE de huit anciens pays du bloc de l'Est. Blair opta (avec l'Irlande et la

de la fine fleur des dirigeants travaillistes d'alors – de toute une communication identitaire sur la « britannicité » face à « l'invasion » migratoire. Les mêmes travaillistes qui allaient tenter de rendre Corbyn responsable de l'échec du camp pro-UE lors du référendum de 2016, étaient donc ceux-là même qui n'avaient cessé de cautionner ou de promouvoir les pires arguments et paniques identitaires et anti-immigration en guise de réponse aux effets de la corrosion austéritaire.

#### SITUATION POLITIQUE INSTABLE

Le Brexit (rejeté par des majorités en Irlande du Nord et en Écosse) est largement le produit de ce repli nationaliste, raciste et xénophobe, communiant avec toutes les extrêmes droites du jour dans les motifs « civilisationnistes » islamophobes de la période. Trait frappant de cette conjoncture : leur référence commune, de Bolso-



Suède) pour l'ouverture immédiate du marché du travail britannique à la main-d'œuvre (souvent plus jeune, mieux formée, mobile, inorganisée) de ces pays dont la migration fut dix fois supérieure aux 12 000 personnes anticipées (le reste des pays de l'UE s'étant octroyé une période de sept années de délai avant de permettre la même liberté de circulation). Dans les conditions de concurrence renforcée entre travailleurEs, le pouvoir néotravailliste fut pris au piège de deux options contradictoires : déréglementation continuée du marché du travail à bas salaires dans le cadre l'UE, ou promotion d'une « préférence nationale » en version britannique. À partir de 2008, le successeur de Tony Blair au poste de Premier ministre, Gordon Brown, lança un slogan sorti tout droit du répertoire du BNP : « *British jobs for British workers* » et l'accompagna – aidé

naro à l'AFD en passant par l'English Defense League ou Anders Breivik lui-même, semble être l'extrême droite au pouvoir en Israël.

À quelques mois seulement de la date prévue pour la sortie de l'UE (29 mars), la situation politique est des plus fragiles. Entre les Tories au pouvoir, affaiblis en outre par six démissions ministérielles en un an, dont deux sur la question des négociations avec l'UE, les affrontements internes sont intenses. Mais s'ajoute un élément de complication considérable : ayant perdu sa majorité absolue lors des élections anticipées de juin 2017, Theresa May n'a pu retrouver une majorité que par le biais d'une alliance avec le très réactionnaire DUP Nord-Irlandais (Democratic Unionist Party). Le DUP (avec ses dix élus à la Chambre des communes) est donc en mesure d'exercer une pression permanente sur la Première ministre au



moment où la question de la frontière entre République d'Irlande (UE) et Irlande du Nord est devenue la principale pierre d'achoppement des négociations avec l'UE. Soit la frontière terrestre avec l'UE est maintenue, mais se pose alors la question de sa reconstruction en Irlande, reconstruction dont personne ne veut, d'autant qu'elle contreviendrait aux dispositions de l'accord du Vendredi saint de 1998; soit elle passe en mer d'Irlande et un statut distinct est conféré à l'Irlande du Nord qui resterait dans l'union douanière. Mais dans ce cas, c'est l'intégrité territoriale et constitutionnelle du Royaume-Uni elle-même qui est remise en cause, solution à laquelle sont absolument hostiles les unionistes du DUP.

Dans tous les cas, le Brexit donne des arguments inédits à la cause de la réunification irlandaise, maintenant soutenue par 52% de l'électorat Nord-irlandais en cas de sortie de l'UE (selon un sondage de début septembre). Il renforce aussi la revendication d'un nouveau référendum pour l'indépendance de l'Écosse (qui a voté à 62% pour rester dans l'UE), contrainte à sortir de l'UE du fait du vote anglais. L'avenir même du Royaume-Uni paraît désormais très incertain.

### HOSTILITÉ ANTI-CORBYN

La gauche travailliste à la tête du parti depuis 2015 a représenté la possibilité d'une rupture profonde avec le consensus droitier dans lequel prospèrent les rhétoriques et les passages à l'acte xénophobes. Dans nombre de villes et de régions anglaises où le vote pro-Brexit l'avait largement emporté, il paraissait entendu que le Labour dirigé par Corbyn courrait à la catastrophe électorale en juin 2017 au profit du UKIP ou des Tories réalignés sur des positions nettement anti-UE. Le Labour ouvertement anti-austérité, solidaire des réfugiés, dénonçant l'islamophobie, y réalisa pourtant des progressions sans précédent. La fatalité de la droitisation du champ politique pouvait apparaître comme la superstition réactionnaire qu'elle est bel et bien.

Le congrès travailliste fin septembre dernier estima que toutes les options devaient rester ouvertes sur le sujet du Brexit: en cas d'absence d'accord, ou en cas d'accord négocié par May mais rejeté par le Parlement, le Labour devrait alors exiger de nouvelles élections législatives et engager de nouvelles négociations avec l'UE; ou à défaut d'une telle élection, le Labour devrait soutenir la demande en faveur d'un nouveau vote po-

pulaire. La discussion et la polémique restent entières cependant quant à savoir si un tel vote populaire devrait être l'occasion d'un second référendum permettant d'inverser l'issue de celui de 2016, ou s'il ne devrait concerner que les termes de la sortie de l'UE elle-même.

Theresa May quant à elle tente de mettre à profit l'hostilité anti-Corbyn persistante au sein du parti parlementaire travailliste en invitant cette opposition interne à voter ce qu'elle aura négocié, sachant que le DUP risque de lui faire faux bond. Les Tories au pouvoir, récents destinataires des hommages et éloges de Viktor Orbán pour leur solidarité et leur solide collaboration

dant, que le Brexit ne pourrait être que le signal – non pas d'une singularité anglaise ancienne – mais celui, avant-coureur, d'une crise profonde et générale de l'Europe concurrentielle dans son incapacité structurelle à construire un patrimoine commun de services publics, de protections et des droits salariaux, de réglementations bancaires et fiscales, et de politiques environnementales à la hauteur des terribles urgences du moment. Un tournant travailliste représenté par Corbyn et McDonnell serait, dans tous les cas de figure, le signal certain que les bifurcations restent possibles dans des temps toujours plus assombrés



Wikimedia Commons

avec la Hongrie dans le cadre européen, devraient alors leur survie à cette même droite travailliste qui a déchaîné les accusations d'antisémitisme les plus ignobles contre le dirigeant de l'opposition. La clarification, à sa manière, bien que prévisible, ne serait pas inutile. Face à la possibilité de plus en plus réaliste d'un Corbyn au pouvoir, les obstacles et tentatives de blocages restent aussi déterminés que jamais. On peut compter sur – outre les racistes professionnels de la presse sensationnaliste à grand tirage (*Sun*, *Daily Mail*, *Daily Express*, *Daily Star*) – le Guardian, la BBC et le parti parlementaire travailliste pour œuvrer dans le sens d'un retour à une norme qui a pourtant disparu.

Le Brexit a pu un temps être perçu comme une expression renouvelée de l'insularité britannique et de l'ambivalence historique de la Grande-Bretagne entre l'Europe et les États-Unis. Beaucoup semble suggérer à ce stade, cepen-

depuis la présidentielle brésilienne. Quoique l'on pense de ce que pourra accomplir un tel renouveau britannique dans la gauche européenne, et avec lui, les grands mouvements sociaux qui l'ont rendu possible en Grande-Bretagne depuis la fin des années 2000, la violence de la réaction sur laquelle nous devons compter – produit de bientôt quarante années de consolidation sécuritairio-oligarchique, autoritaire et nationaliste – nous impose un devoir d'attention et de solidarité. On en entend la sinistre musique depuis l'été 2015, moment où Corbyn commença sa campagne improbable pour la direction du parti. Si nous sommes encore évidemment dans l'incertitude devant l'hypothèse-Corbyn, ne perdons pas de vue que les adversaires de classe, eux, semblent parfaitement au clair quant au danger que cette hypothèse représente d'ores et déjà. Une boussole fiable, jusqu'à nouvel ordre. □

# Antisionisme-antisémitisme : enjeux d'un amalgame

PAR DOMINIQUE VIDAL

*Nous publions, avec l'aimable accord de son auteur, la version écrite de l'intervention de l'historien Dominique Vidal lors de notre dernière université d'été.*

**M**on dernier livre, intitulé *Antisionisme = Antisémitisme?*, est sous-titré *Réponse à Emmanuel Macron* (1). Rien là d'un effet de style. J'ai en effet décidé de l'écrire le 16 juillet dernier, après avoir entendu le discours du président de la République à la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. Non seulement il avait invité – pour la première fois – le Premier ministre israélien à cette cérémonie, non seulement il lui avait donné du « *cher Bibi* », mais, à la fin de son (excellent) discours, il avait lâché : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme.* » Jamais un président de la République, même pas Nicolas Sarkozy ni François Hollande, n'avait jusqu'ici repris à son compte cet étrange amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Étrange, en effet, puisqu'il confond dans une même réprobation un délit – le racisme anti-Juifs, condamné par la loi comme toutes les autres formes de racisme – et une opinion – qui conteste l'impossibilité de l'assimilation des Juifs et donc la nécessité d'un État où ils se retrouveraient tous et, au-delà, la politique de cet État.

## UN ANTISÉMITISME EN RECUL

L'antijudaïsme, puis l'antisémitisme traversent l'histoire de l'Europe – plus, d'ailleurs, que celle du monde arabe. Ils s'y sont traduits, des siècles durant, par des discriminations, des expulsions et des massacres – ainsi lors des Croisades, mais aussi, au XIX<sup>e</sup> siècle notamment, lors des « pogromes » de l'Empire tsariste. Ces persécutions ont atteint leur apogée avec le génocide nazi, qui visait certes d'autres cibles (Tsiganes, malades mentaux, Slaves...), mais dans lequel les Juifs formaient le seul groupe des-

tiné à être tué jusqu'au dernier : il exterminera de fait la moitié des Juifs d'Europe, un tiers de la population juive mondiale.

En France, où le régime de Vichy et sa police ont collaboré activement à la déportation de 75 000 Juifs (sur 330 000, français et étrangers, une proportion qui souligne la solidarité dont ils ont bénéficié), l'antisémitisme n'a cessé de reculer depuis la guerre. Selon toutes les enquêtes, il représente aujourd'hui une idéologie marginale, alors que l'islamophobie bénéficie d'un quasi consensus.

La meilleure preuve, c'est, premier élément, la réponse de nos compatriotes à la question « *Les Juifs sont-ils des "Français comme les autres" ?* ». En 1946, seul un tiers répond par l'affirmative. Soixante-dix ans plus tard – selon une enquête d'IPSOS (2) –, la proportion atteint... 92% ! Ajoutons que 93% estiment que « *Rien ne peut excuser un acte ou une parole antisémite* ». Ces résultats sont d'autant plus significatifs qu'ils s'inscrivent dans un contexte de rejet accru des musulmans. Non seulement 36% des sondés (+12 en un an) les estiment « *mal intégrés* », mais 83% les en rendent responsables – ils seraient « *repliés sur eux-mêmes* » et refuseraient de « *s'ouvrir sur la société* » – contre 17% qui pointent la responsabilité de la société...

En revanche, second élément, les chercheurs observent la persistance de certains préjugés vis-à-vis des Juifs, bien qu'ils soient en recul : 52% des Français pensent que « *les Juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France* », 52% que « *les Juifs ont beaucoup de pouvoir* », 51% que « *Les Juifs sont plus riches que la moyenne des Français* » et 38% que « *Les Juifs sont un peu trop présents dans les médias* ».



Mais il existe aussi des préjugés – et combien ! – contre les Corses, les Bretons ou les Auvergnats : parlera-t-on pour autant de racisme anti-corse, anti-breton ou anti-auvergnat ?

Reste que la France a connu, troisième élément, une flambée de violences anti-juives au début des années 2000. Chaque année, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) publie un rapport intitulé *la Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, qui suit notamment l'évolution des actes et menaces racistes. Cette catégorie de « *menace* » incluant aussi bien un courriel d'insulte qu'une lettre anonyme ou un graffiti sur la voie publique, nous préférons nous référer aux « *actes* ». En 2002, par rapport à 2001, le nombre de ces derniers est multiplié par quatre, et, en leur sein, le nombre d'actes antisémites par six. Toutefois, dès 2003, on observe un net



reflux des violences antisémites (- 36 %) et des autres violences racistes (- 23 %).

Ce recul se poursuit – irrégulièrement – tout au long des années suivantes s'agissant des violences antijuives. En revanche, les violences racistes, et notamment islamophobes, se maintiennent à un niveau élevé, avec une véritable explosion en 2015, dans le contexte des attentats terroristes : elles triplent cette année-là. Mais elles connaîtront un recul de près de 60 % en 2016. L'année 2017 marque



une nouvelle décade : 121 faits anti-musulmans (- 34,5 %), 311 faits anti-juifs (- 7,2 %) et 518 autres faits racistes (- 14,8 %). Notons cependant une poussée des violences proprement dites : 72 contre des musulmans (67 en 2016) et 97 contre des Juifs (77 en 2016).

#### UNE NÉCESSAIRE VIGILANCE DE TOUS LES INSTANTS

Certains intellectuels parlent, depuis une quinzaine d'années, d'« antisémitisme musulman ». Cette thèse a même fait l'objet d'un procès, l'historien Georges Bensoussan ayant attribué – à tort – au sociologue Smaïn Laacher, lors de l'émission « Répliques » d'Alain Finkielkraut, l'idée que « dans les familles arabes, [...] l'antisémitisme [se] tête avec le lait de la mère ». Blanchi par la justice de l'accusation d'« incitation au racisme », le responsable du Mémorial de la Shoah n'en a pas moins

fait l'objet d'une mise en garde du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), considérant que « certains propos tenus par M. Bensoussan [...] étaient susceptibles d'encourager des comportements discriminatoires ».

Au-delà des dérapages, ce débat a été alimenté par un sondage réalisé en 2014 par la Fondation pour l'innovation politique (3), qui a suscité de vives réactions. Ainsi la sociologue et politologue Nonna Mayer a-t-elle appelé, dans le Monde, à « parler d'antisémitisme avec rigueur » (4). À ses sévères critiques d'ordre méthodologique, la chercheuse ajoutait « une interrogation plus générale sur la pertinence du concept de "nouveau antisémitisme" » défini notamment par rapport aux « travaux de Pierre-André Taguieff ». Or ce dernier, souligne Nonna Mayer, « voit un antisémitisme masqué derrière la critique d'Israël et du sionisme, au nom de l'antiracisme et des droits de l'homme, et porté tant par l'islamisme radical que par les idéologies tiers-mondistes d'extrême gauche ».

Toutes ces données quantitatives ne sauraient dissimuler les réalités qualitatives : le vécu des catégories concernées. D'autant que, pour la première fois depuis 1945, des Juifs, en ce début de siècle, ont été assassinés en tant que tels : les quatre victimes juives de Mohammed Merah, les quatre martyrs de l'Hyper Casher, mais aussi Ilan Halimi, Lucie Attal-Halimi et Mireille Knoll. La complexité des autres motivations des tueurs – meurtres crapuleux, voire acte de folie – n'empêche pas qu'ils soient d'abord perçus comme antisémites.

C'est dire que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme reste plus que jamais nécessaire. Et qu'il suppose une vigilance de tous les instants. Toute incitation à la haine raciale, toute propagande négationniste doivent être combattues et sanctionnées. De ce point de vue, la loi antiraciste de 1881, celle de 1972, la loi Gayssot de 1990 et le Code pénal constituent un arsenal efficace.

Encore faut-il que celui-ci soit appliqué. Or, pendant des années, un Dieu-donné ou un Soral ont pu jouer impunément avec l'antisémitisme et le négationnisme. Outre les provocations de ces hommes de gauche passés à l'extrême droite, il faut évoquer les

dérapages que font ou tolèrent certains défenseurs auto-proclamés de la Palestine. Je veux le dire clairement : compte-tenu des accusations dont ils font l'objet, les militants qui professent des idées antisionistes doivent être les plus vigilants. Toute « bavure » leur coûtera désormais très cher et, au-delà de leur personne, à la cause qu'ils entendent défendre...

Voilà pour le premier terme de la comparaison d'Emmanuel Macron.

#### LA NAISSANCE DU SIONISME... ET DE L'ANTISIONISME

Et pour le second ? Historiquement, la poussée de l'antisémitisme à la fin du XIXe siècle a aussi suscité la naissance du sionisme. Confronté aux pogromes de 1881-1882 en Russie, puis témoin à Paris de la dégradation du capitaine Dreyfus en 1895, Theodor Herzl en tire la conclusion que les Juifs sont inassimilables, même dans le pays qui, le premier, les a émancipés, et qu'ils doivent donc disposer d'un État à eux. En 1896, il publie *l'État des Juifs* et, l'année suivante, réunit le Premier Congrès sioniste mondial : « *Le sionisme, précise son programme, s'efforce d'obtenir pour le peuple juif en Palestine un foyer reconnu publiquement et garanti juridiquement.* » (5) Le fondateur du mouvement fait l'impasse sur l'existence, dans ce pays, d'un peuple arabe autochtone, qui représente alors les neuf dixièmes de sa population, et que le sionisme va progressivement priver de tous ses droits. Vingt ans après le Congrès de Bâle, le Royaume-Uni, avec la Déclaration Balfour, fait sien le projet de Foyer national juif en Palestine, sur laquelle il obtient en 1922 le mandat. Pourtant, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et malgré Londres, les héritiers de Herzl ne rencontrent guère d'écho parmi les Juifs : l'essentiel des mouvements politiques juifs s'oppose à leur ambition. Pour les communistes juifs, la solution de la question juive réside dans la révolution socialiste. Lénine, dès 1903, dénonce le nationalisme juif : « *Absolument inconsistante au point de vue scientifique, l'idée d'un peuple juif spécial est, par sa portée politique, réactionnaire.* » Pour le leader bolchevique, « dans toute l'Europe, la chute



*de la féodalité et le développement de la liberté politique ont marché de pair avec l'émancipation politique des Juifs, qui abandonnent le "yiddish" pour adopter la langue du peuple parmi lequel ils vivent et, d'une manière générale, leur assimilation progresse à l'époque».*

C'est pourquoi Lénine, à l'époque, polémique aussi avec le Bund, l'Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie, pourtant également hostile au projet d'État juif. Pour ce mouvement social-démocrate, la solution de la « question juive » suppose la réalisation d'une autonomie culturelle des Juifs dans les pays où ils vivent. Les bundistes estiment en effet que la culture doit agir comme ciment des Juifs, davantage que ne le ferait un État ou un territoire. Ils considèrent le sionisme « *comme une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif. Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive, [...] ni satisfaire le peuple dans son ensemble* ».

Quant aux religieux orthodoxes, leur opposition au sionisme est radicale. Imaginer un État juif avant l'arrivée du Messie est purement et simplement blasphématoire. Seul le mouvement religieux Mizrahi ne voit pas de contradiction entre sa foi et la vision de Herzl. Il faudra attendre 1949 pour qu'une partie plus substantielle des religieux accepte de passer un compromis avec le jeune État d'Israël – qu'on appelle le « statu quo » et qui définit les devoirs réciproques de l'État et de la religion. De pressions en concessions, le premier cèdera de plus en plus de terrain à la seconde. Si bien qu'aujourd'hui seule une minorité d'ultra-orthodoxes conteste encore l'existence de l'État d'Israël.

Il faut dire que, de leur côté, Herzl et ses successeurs ne manquaient pas de griefs contre les religieux : pour eux, la religion a fait du peuple juif une entité passive, attendant son salut et son émancipation de la venue du Messie, qui permettrait le retour du peuple juif dans sa patrie historique, mais

dans le cadre d'un projet divin et pas dans celui d'un projet politique conçu par des hommes.

### LE BOULEVERSEMENT DU GÉNOCIDE NAZI

Les faits sont têtus : l'immense majorité des Juifs quittant l'Europe centrale et orientale se rend en Europe occi-

gouvernement nazi, le 25 août 1933 : contrairement aux autres qui partent sans un mark en poche, les Juifs allemands allant en Palestine peuvent récupérer là-bas une partie de leurs biens sous la forme de produits exportés par le Reich là-bas. Plusieurs dizaines de milliers de Juifs allemands sauveront ainsi leur vie. Cet accord



DR

dentale et surtout aux États-Unis – environ 3,5 millions de 1881 à 1924. En revanche, au début de la Seconde Guerre mondiale, la Palestine mandataire ne compte que 460 000 Juifs, soit 2,9 % de la population juive mondiale. Une bonne partie de l'immigration est venue à l'époque d'Allemagne. La montée du nazisme a provoqué une accélération de l'émigration juive vers la Palestine : celle-ci passe de 1932 à 1939 à 247 000 arrivants, soit 30 000 par an, quatre fois plus que depuis la fin de la Première Guerre mondiale ! Il s'agit déjà moins d'un « choix sioniste » que d'une fuite face aux persécutions, facilitée par l'accord dit *Haavara* (transfert), conclu par l'Organisation sioniste mondiale avec le

coûtera en revanche la sienne à son négociateur sioniste, Haïm Arlosoroff, assassiné sur la plage de Tel Aviv le 16 juin 1933.

Qu'on n'imagine pas Hitler converti au sionisme. Durant ses premières années, le régime nazi n'a pas encore conçu la « solution finale de la question juive ». Il s'attache d'abord à exclure les Juifs de la société allemande et à les pousser à l'émigration. Dans un second temps, il pensera en termes de déportation massive : vers Madagascar d'abord, puis vers la Pologne et enfin vers la Sibérie. Le projet génocidaire proprement dit se radicalisera à partir de l'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941.

Le génocide nazi bouleverse tout. Six



millions de Juifs ont été exterminés et des centaines de milliers de survivants ne peuvent pas retourner chez eux. Or Washington leur refuse tout visa. Bon nombre émigrent alors vers la Palestine, puis vers Israël, d'où la guerre de 1947-1949 a chassé 800 000 Arabes. Comme durant l'entre-deux guerres, les Juifs se rendant là-bas le



font moins par «choix sioniste» que par obligation ou calcul, qu'il s'agisse des vagues de Juifs arabes ou de celle des Soviétiques...

Dans un cas comme dans l'autre, l'*aliya* procède des circonstances. S'agissant des Juifs arabes, les raisons de l'émigration varient d'un pays à l'autre. Certains ont été expulsés, comme en Égypte. D'autres ont été «importés» par les autorités israéliennes : ainsi au Maroc, au Yémen, en Éthiopie et, en majorité, en Irak. D'Algérie, la plupart des Juifs se sont retrouvés en France, dont ils possédaient la citoyenneté. Rares sont, parmi tous ces immigrants des années 1940 à 1970, ceux qui rejoignent Israël par choix idéologique. Il en va de

même des Juifs soviétiques, dont une forte proportion, d'ailleurs, ne l'était pas : la répression de leur culte juif rendait difficile l'identification des Juifs. La plupart de ces arrivants ont profité de l'accord passé par Mikhaïl Gorbatchev avec Itzhak Shamir pour pouvoir quitter l'URSS, sans savoir que le Premier ministre israélien avait fait en sorte qu'ils ne puissent pas poursuivre leur voyage vers l'Europe ou les États-Unis, comme un grand nombre l'espérait.

Soixante-dix ans et plusieurs vagues d'immigrations après sa création, Israël compte 6,5 millions de Juifs – et, avec les territoires occupés, le même nombre de Palestiniens. C'est dire que la majorité des 16 millions de Juifs du monde vit encore ailleurs. De surcroît, en Occident, leur assimilation s'accompagne d'une majorité de mariages avec des non-Juifs. Et des centaines de milliers d'Israéliens ont quitté leur pays, où ils ne vivent plus – rien qu'à Berlin, ils seraient plus de 100 000. Même parmi les Juifs de notre pays qui, ces dernières années, ont effectué leur *alya* en réaction aux violences antisémites, une forte proportion repart vers la France.

#### DÉGRADATION DE L'IMAGE D'ISRAËL

Faut-il considérer tous ces Juifs qui, de génération en génération, ont résisté aux sirènes du sionisme comme des antisémites ? Ou bien, tout simplement, comme des citoyens ayant préféré poursuivre leur vie dans leur patrie de longue date ou d'adoption ? Historiquement, la petite phrase du président de la République est donc absurde.

Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas. Selon la dernière enquête de l'IFOP (6), 57 % ont une « mauvaise image d'Israël » (68 % chez les moins de 35 ans), 69 % une « mauvaise image du sionisme » (74 % chez les moins de 35 ans) et 71 % pensent qu'« Israël porte une lourde responsabilité dans l'absence de négociation avec les Palestiniens » (68 % chez les moins de 35 ans). Selon une enquête toujours de l'IFOP, mais plus récente, 67 % des sondés voulaient que « le président Macron évoque explicitement la perspective de sanctions lors de sa rencontre avec Benjamin Netanyahu ». Sont-ils pour autant antisémites ? Évidemment non. Sous le titre « Un antisionisme qui ne se transforme

pas en antisémitisme », l'enquête IPSOS déjà citée montre que les sympathisants de la France insoumise et du Parti communiste sont à la fois les plus critiques vis-à-vis de la politique d'Israël et les plus empathiques envers les Juifs de France. « Au niveau individuel, conclut l'enquête sur ce point, il n'y a pas de relation évidente entre l'antisémitisme et l'antisionisme » Et d'ajouter que l'un comme l'autre « sont des attitudes cohérentes entre elles, mais qui concernent le plus souvent des individus différents ». Conclusion de Brice Teinturier, qui présente l'enquête sur le site Akadem (7) : « On ne peut pas, rapidement et un peu caricaturalement, dire que l'un dissimulerait l'autre. »

Au-delà du contresens qu'elle implique, la petite phrase du Vel d'Hiv comporte surtout – politiquement – un grave danger pour la liberté de pensée et d'expression. La manœuvre des dirigeants israéliens et de leurs inconditionnels français est cousue de fil blanc : ils tentent de criminaliser toute critique de leur politique parce qu'ils se savent isolés. À preuve la reconnaissance croissante de l'État de Palestine, entré successivement à l'Unesco (2011), puis à l'Assemblée générale des Nations unies (2012) et même à la Cour pénale internationale (2015). Il y a quelques semaines, l'Assemblée générale de l'ONU a voté en faveur de l'autodétermination du peuple palestinien par 176 voix pour, 7 contre (Canada, États-Unis, Israël, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru et Palaos) et 4 abstentions (Cameroun, Honduras, Togo, Tonga).

Et cet isolement ne risque pas de se réduire. La droite et l'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv sont en effet engagées dans un inquiétant processus de radicalisation. Profitant du soutien de l'administration Trump et de leur alliance avec l'Arabie saoudite contre l'Iran, elles veulent passer de la colonisation, qu'elles accélèrent, à l'annexion. Plusieurs lois ont été ou vont être votées par la Knesset en ce sens. À terme, Tel Aviv enterrera la solution dite des deux États au profit d'un seul État, où les Palestiniens annexés avec leurs terres ne jouiraient



pas du droit de vote : un État d'apartheid.

La nouvelle loi fondamentale en cours d'adoption à la Knesset symbolise ce tournant. Celle de 1992 définissait Israël comme un « État juif et démocratique » : le projet voté en première lecture parle d'« État-nation du peuple juif ». Et il précise : « Le droit à exercer l'autodétermination nationale au sein de l'État d'Israël appartient au seul peuple juif. » De surcroît, il prive l'arabe de son statut de « langue de l'État » réservé à l'hébreu. Bref, il renie explicitement la Déclaration d'indépendance qui, le 14 mai 1948, promettait que le nouvel État « développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ».

Il ne s'agit hélas pas seulement de la fuite en avant de dirigeants hors sol : selon les sondages, la moitié des sondés n'estiment « pas sage » de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie, et 53 % s'opposent à son annexion (8). Mais seuls 24 % estiment que les Palestiniens devraient, en cas d'annexion, jouir du droit de vote, 30 % envisageant un statut de « résident ». Ce passage de la colonisation à l'annexion n'améliorera évidemment pas l'image d'Israël dans l'opinion mondiale.

Voilà pourquoi l'extrême droite israélienne et ses relais français voudraient interdire toute contestation. Premier objectif de l'opération : la condamnation de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS). Aucune loi ne l'interdisant, ses censeurs s'appuient sur une circulaire ministérielle, signée Michèle Alliot-Marie, que de rares parquets ont suivis. Et sur un arrêt de la Cour de Cassation, que la Cour européenne des droits de l'Homme peut néanmoins encore retoquer. D'autant que la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, ne cesse de répéter : « L'Union européenne se positionne fermement pour la protection de la liberté d'expression et de la liberté d'association,

en cohérence avec la Charte des droits fondamentaux, qui est applicable au territoire des États membres, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire. » (9)

### VERS L'INTERDICTION DE L'ANTISIONISME ?

D'où un second objectif, auquel le propos d'Emmanuel Macron risquerait d'ouvrir la voie : l'interdiction de l'antisionisme proprement dit. En novembre dernier, Francis Kalifat, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), demandait ainsi au Premier ministre que la « définition (de l'International Holocaust Remembrance Alliance - IHRA), qui prend en compte l'antisionisme comme forme nouvelle de l'antisémitisme, soit transposée dans l'arsenal législatif français »...

Élaborée par l'IHRA le 26 mai 2016 à Budapest, elle présente l'antisémitisme comme « une certaine perception des Juifs, qui peut s'exprimer comme de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques d'antisémitisme visent des individus juifs ou non juifs ou/et leurs biens, des institutions et des lieux de culte juifs ».

À ce texte s'ajoute une sorte de « mode d'emploi » l'explicitant, ajoutant notamment : « Ces manifestations peuvent inclure le fait de cibler l'État d'Israël, conçu comme collectivité juive. » Mais l'annexe ajoute : « Toutefois, la critique d'Israël similaire à celle émise contre tout autre pays, ne peut être considérée comme antisémite. »

Cette notion de similarité pose un problème évident : comment traiter également des États qui ne violent ni le droit international ni les droits humains et ceux qui, comme Israël, violent ouvertement les uns et les autres ? L'occupation et la colonisation des territoires palestiniens depuis un demi-siècle bafouent en effet les Conventions de Genève comme les résolutions de l'ONU... Reste que le Parlement européen a adopté ladite résolution le 1er juin 2017.

Si la proposition de loi visant à interdire l'antisionisme ne constituait pas une manœuvre aussi grave, on pourrait presque en rire. Imagine-t-on les communistes demander l'interdiction de l'anticommunisme, les gaulistes celle de l'antigaullisme, les néolibéraux celle de l'altermondialisme ? La prétention des ultra-sio-

nistes relève ici d'une pensée qu'il faut bien qualifier de totalitaire.

Si ce projet prenait corps, le Conseil constitutionnel le bloquerait sans doute en route. Sinon, ce serait la première fois, depuis la guerre d'Algérie, que la France réinstaurerait le délit d'opinion. Je suis malheureusement assez âgé pour me souvenir des pages de journaux parsemées de blanc, car caviardées par la censure...

Or l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. » Quant à la Constitution de la Ve République, son article premier assure que la France « respecte toutes les croyances ». Et, pour sa part, la Convention européenne des droits de l'homme stipule dans son article 9 : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé. »

Ce débat, on le voit, dépasse donc les questions liées au conflit israélo-palestinien. Il pourrait même menacer nos libertés. Sans doute est-ce la raison pour laquelle l'Exécutif semble reculer. Au dîner du CRIF, le 7 mars, Emmanuel Macron n'a pas repris son amalgame entre antisionisme et antisémitisme. De même son Premier ministre, Édouard Philippe, qui l'avait fait sien en octobre 2017, l'a abandonné, le 19 mars 2018, en présentant le plan annuel du gouvernement contre le racisme et l'antisémitisme.

Faut-il en conclure que la lutte paie ? Pour l'affirmer et supprimer le point d'interrogation, il faudra sans doute encore poursuivre cette bataille avec détermination et sang froid. □

(1) Éditions Libertalia, 128 pages, 8 euros.

(2) Enquête en ligne en octobre 2017 : [www.ipsos.com/fr-fr/la-relation-lautre-et-aux-minorites-en-france-des-francais-qui-se-crispent-des-enseignants-qui](http://www.ipsos.com/fr-fr/la-relation-lautre-et-aux-minorites-en-france-des-francais-qui-se-crispent-des-enseignants-qui)

(3) [www.fondapol.org/wp-content/uploads/2014/11/CONF2press-Antisemitisme-DOC-6-web11h51.pdf](http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2014/11/CONF2press-Antisemitisme-DOC-6-web11h51.pdf)

(4) Le 6 décembre 2014.

(5) [http://akadem.org/medias/documents/CongresBALE\\_1.pdf](http://akadem.org/medias/documents/CongresBALE_1.pdf)

(6) Enquête menée en mai 2018 : [www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/70-ans-israel.pdf](http://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/70-ans-israel.pdf)

(7) [www.akadem.org/conferencier/Teinturier-Brice-6669.php](http://www.akadem.org/conferencier/Teinturier-Brice-6669.php)

(8) Sondagedel'Institutdelademocratieisraelienne(IDI), 8 février 2017.

(9) Middleeasteye.net, 18 avril 2017.



# Fin de la Première Guerre mondiale... ou préparation de la suivante ?

PAR JULIEN SALINGUE

*Ce devait être «la Der des Ders». Mais en réalité, le prétendu «règlement» du premier conflit mondial du 20e siècle ne fut en rien, quand bien même il aurait mis un terme aux affrontements militaires qui avaient commencé en 1914, un pas vers l'apaisement des relations internationales et vers la construction d'un monde plus juste, plus égalitaire et moins générateur de violences.*

Le «règlement» du conflit fut à l'image des sources de ce dernier, et de sa brutalité inédite. C'est bel et bien la rapacité sans limite du capitalisme qui était en effet responsable de cette guerre totale : 20 millions de mortEs, dont une moitié de civils, des millions de blessésEs et mutilésEs, des millions de déplacésEs, des régions ravagées, des populations exsangues... Et c'est cette même rapacité, et non une quelconque volonté de paix durable ou de stabilité, qui a prédestiné au règlement politique de la première grande boucherie capitaliste mondiale.

## MOURIR POUR DES INDUSTRIELS

Une boucherie dont certains avaient déjà tiré des bénéfices : «Le chiffre d'affaires de Renault est multiplié par quatre entre 1914 et 1918. Citroën et Schneider réalisent une marge bénéficiaire de l'ordre de 40 %. En Allemagne, une commission parlementaire établit que les seize plus grandes entreprises houillères et sidérurgiques allemandes ont multiplié leurs bénéfices par au moins huit entre 1913 et 1917 ! Naissent à cette époque le futur constructeur automobile BMW, le chimiste Bayer, qui produit notamment le gaz moutarde. Krupp double ses bénéfices. Le fabricant d'armes Rheinmetall les multiplie par dix. En Grande-Bretagne, Shell approvisionne en essence le corps expéditionnaire britannique, fournit 80 % du TNT utilisé par l'armée : à la fin des années 1920, elle devient la première compagnie pétrolière mondiale. Dans les mines du Katanga au Congo belge, la production de cuivre s'intensifie.» (1)

Autant dire que les beaux discours

que l'on entend régulièrement à l'occasion des commémorations de la Grande guerre, et qui nous ont encore été assénés lors du centenaire du 11 Novembre, à coups de «sens de la patrie» ou de «sacrifice collectif», n'ont pas grand chose à voir avec la réalité. Le silence assourdissant autour des rébellions, des mutineries, des «fusillés pour l'exemple», mais aussi des scènes de fraternisation entre soldats de «camps» opposés, comme ce match de football entre les soldats allemands et britanniques, à Noël 1914, dans le *no man's land* qui séparait les tranchées, montre le chemin qui reste à parcourir et la nécessité de la poursuite d'une lutte de mémoire, contre les instrumentalisation patriotardes et chauvines.

## FAIRE PAYER ET CONTENIR L'ALLEMAGNE

Le règlement du conflit, qui est entré dans l'histoire sous le nom de «traité de Versailles», signé par l'Allemagne et les Alliés le 28 juin 1919, soit cinq ans jour pour jour après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, fut avant tout marqué par la volonté, notamment sous l'impulsion française, de «faire payer» l'Allemagne. Contre toutes les évidences, cette dernière fut ainsi désignée, avec ses alliés, comme unique «responsable» du conflit et «de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux» (art. 231). Une formulation qui résultait d'un compromis entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, et fondait juridiquement la question des réparations, dont le montant théorique était fixé à 132 milliards de marks-or. Et même si cette somme ne

fut jamais versée, en intégralité, par l'Allemagne, les réparations seront un véritable boulet pour une économie déjà ravagée par la guerre, précipitant une crise dont les Nazis sauront tirer bénéfice...

L'Allemagne est en outre amputée d'une partie significative de son territoire (15 %, et 10 % de sa population), au profit de la France, du Danemark, de la Belgique et de la Pologne, et ses colonies d'outre-mer lui sont confisquées. Mais il ne s'agit bien évidemment pas de rendre les territoires aux populations autochtones ! Elle seront, à de rares exceptions près, partagées entre les puissances impérialistes européennes (France, Grande-Bretagne et Belgique), qui considèrent ainsi que des territoires conquis par la force peuvent servir de «monnaie d'échange» ou de «réparations», sans aucune considération pour les populations qui y vivent.

Enfin, les capacités militaires de l'Allemagne sont considérablement limitées, afin de se prémunir, officiellement, de toute attaque future, mais aussi, objectif moins avouable, de se garantir une supériorité en cas de nouveau conflit ou de velléité expansionniste (notamment côté français), et plusieurs régions allemandes sont démilitarisées. En résumé, «une paix-sanction [...] fut imposée à l'Allemagne pour la maintenir dans un état de faiblesse durable» (2).

## L'URSS EXCLUE, LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE CONTENUE

Mais le traité de Versailles ne fut pas seulement un instrument, aux mains





des vainqueurs de la guerre, contre les vaincus, mais aussi un accord entre grandes puissances pour contenir la vague révolutionnaire alors en cours. L'écroulement des empires austro-hongrois et ottoman était en effet un facteur d'instabilité qui, couplé à l'écho international de la révolution russe, menaçait l'Europe centrale, et par extension toute l'Europe, de la « contagion révolutionnaire ». C'est à un véritable bouillonnement révolutionnaire que l'on assiste alors, et la sympathie pour le bolchevisme inquiète considérablement les bourgeoisies européennes. Nombre d'entre elles préféreront accepter la domination franco-britannique et les charcutages territoriaux plutôt que de voir des régions entières passer aux mains des rouges, marchant en cela sur les traces de l'Allemagne qui s'était résolue à un armistice en novembre 1918 non en raison d'une proche défaite militaire annoncée mais bien d'une vague révolutionnaire qui menaçait de franchir un point de non-retour (voir notre article sur la révolution allemande).

Les négociations de Versailles, auxquelles l'URSS ne fut pas associée, au nom de la « trahison » qu'aurait représentée la paix de Brest-Litovsk en mars 1918, furent ainsi l'occasion d'un redécoupage destiné à constituer un rempart contre l'influence du bolchevisme, avec le démantèlement des empires et la création, entre autres, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie. Il s'agissait pour les vainqueurs de la guerre, en encourageant la création d'États ou l'expansion d'autres, de s'assurer de loyautés futures, et de mettre en place un « cordon sanitaire » face à la menace révolutionnaire. La quasi-totalité de ces États sont alors, ou seront par la suite, partie prenante de l'intervention militaire en URSS (qui durera jusqu'en 1920), en soutien aux Russes blancs contre le pouvoir bolchevik.

#### DE NOUVELLES RELATIONS INTERNATIONALES ?

La fin de la guerre et le traité de Versailles sont, enfin, l'expression de l'évolution des rapports de forces in-

ternationaux, et notamment de la place désormais centrale des États-Unis d'Amérique. La France et la Grande-Bretagne sortent en effet affaiblies de la guerre, avec des millions de morts et des destructions considérables sur leur sol, tandis que les USA, qui ont rompu avec leur politique isolationniste, s'affirment comme la principale puissance mondiale, capable d'imposer ses vues aux pays européens. C'est ainsi que le président étatsunien Wilson s'opposera à certaines prétentions territoriales françaises et italiennes sur l'Allemagne (Clemenceau souhaitait ainsi l'annexion pure et simple de la Sarre), en échange de la garantie d'une intervention militaire US en

par les seuls intérêts capitalistes-impérialistes, ne satisfaisait en réalité à peu près personne, ni dans le camp des vainqueurs ni dans celui des vaincus. Ce qui se vérifiera 20 ans plus tard avec une nouvelle plongée dans la barbarie...

Ainsi que l'exprime Eric J. Hobsbawm : « *Nul n'est besoin d'entrer dans les détails de l'entre-deux-guerres pour voir que le règlement de Versailles ne pouvait en aucun cas être la base d'une paix stable. La paix était condamnée dès le départ et une nouvelle guerre pratiquement certaine. Les États-Unis se désengagèrent presque aussitôt et, dans un monde qui n'était plus ni eurocentrique ni déterminé par l'Europe, un règle-*



William Orpen, la Signature du traité de Versailles, 28 juin 1919.

cas de nouvelle attaque allemande. Mais après les défaites électorales de Wilson et des Démocrates, l'isolationnisme étatsunien reprendra ses droits et les USA refuseront de ratifier le traité de Versailles et les autres accords internationaux consécutifs à la Première Guerre mondiale, entre autres la création de la Société des nations (SDN).

Appétits impérialistes maintenus, volonté d'écraser la contestation révolutionnaire, concurrence accrue entre grandes puissances, y compris au sein du camp des vainqueurs : autant de signes indiquant que la stabilisation de la situation internationale au sortir de la guerre n'était rien d'autre qu'une illusion, et que la « paix de Versailles » préparait bien des tragédies à venir. Le « nouveau partage du monde » issu de la guerre, réalisé sur le dos des peuples, comme l'illustre notamment le découpage/dépeçage du Moyen-Orient (voir l'article dans notre dossier), et motivé

ment qui n'était pas ratifié par une grande puissance mondiale n'avait aucune chance de tenir. On verra que c'était vrai des affaires économiques du monde comme de la vie politique. Deux grandes puissances européennes, et en fait mondiales, étaient temporairement éliminées du jeu international ; mieux encore, on ne leur reconnaissait pas la qualité d'acteurs indépendants : l'Allemagne et la Russie soviétique. Dès le moment où l'une, l'autre, voire les deux, entreraient en scène, aucun règlement de paix approuvé uniquement par la Grande-Bretagne et la France – car l'Italie demeurerait elle aussi insatisfaite – ne pouvait durer. Et tôt ou tard, inévitablement, l'Allemagne, la Russie ou les deux redeviendraient des acteurs de premier plan. » (3) □

(1) Patrick Le Moal, « La grande boucherie capitaliste », *l'Anticapitaliste hebdo* n°404.

(2) Eric J. Hobsbawm, *l'Âge des extrêmes*, Éditions André Versaille, p. 58 (édition 2008).

(3) *Idem*, p.60



# Résolution sur le traité de Versailles adoptée par l'Internationale communiste

*Texte adopté lors du IVe congrès de l'IC en 1922.*

La guerre mondiale s'est terminée par l'écroulement de trois puissances impérialistes : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Quatre grands rapaces sont sortis victorieux de la lutte : les États-Unis, l'Angleterre, la France et le Japon.

Les traités de paix, dont celui de Versailles constitue le noyau central, sont une tentative de stabiliser la domination mondiale de ces quatre puissances victorieuses : politiquement et économiquement, en réduisant tout le reste du monde en un domaine colonial d'exploitation ; socialement en consolidant la bourgeoisie vis-à-vis du prolétariat de chaque pays et de la Russie prolétarienne révolutionnaire victorieuse, grâce à une alliance de toutes les bourgeoisies. Dans ce but on construit et on arma une digue de petits États vassaux autour de la Russie pour étouffer cette dernière à la première occasion. Les États vaincus devaient en outre réparer complètement les dommages matériels subis par les États victorieux.

Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde qu'aucune des présomptions sur lesquelles étaient bâtis tous ces traités de paix n'était fondée. La tentative de rétablir un nouvel équilibre sur des bases capitalistes a échoué. L'histoire des quatre dernières années montre un chancellement continu, une insécurité permanente ; les crises économiques, le chômage et la surproduction, les crises ministérielles, les crises de parti, les crises extérieures n'en finissent plus. Au moyen d'une série infinie de conférences, les puissances impérialistes essayent d'arrêter la ruine du système mondial édifié par ces traités et de dissimuler la banqueroute de Versailles.

Les tentatives pour renverser en Russie la dictature du prolétariat ont échoué. Le prolétariat de tous les pays capitalistes prend de plus en plus résolument position en faveur de la Russie des Soviets. Même les chefs de l'Internationale d'Amsterdam sont obligés de déclarer ouvertement que la chute de la domination prolétarienne en Russie serait une victoire de la réaction mondiale sur tout le prolétariat.

La Turquie, précurseur de l'Orient en marche vers la révolution, a résisté les

armes à la main à l'application du traité de paix ; à la Conférence de Lausanne ont lieu les funérailles solennelles d'une partie importante des traités.

La crise économique mondiale persistante a donné la preuve que la conception économique du traité de Versailles n'est pas soutenable. La puissance européenne capitaliste dirigeante, l'Angleterre, qui dépend dans la plus grande mesure du commerce mondial ne peut consolider sa base économique sans la restauration de l'Allemagne et de la Russie.

Les États-Unis, la plus forte puissance impérialiste, se sont complètement détournés de l'œuvre de paix et cherchent à fonder leur impérialisme mondial sur leurs propres forces. Ils ont réussi à gagner l'appui de parties importantes de l'Empire mondial anglais, du Canada et de l'Australie.

Les colonies opprimées de l'Angleterre, base de son pouvoir mondial, se rebellent ; tout le monde musulman est en révolte ouverte ou latente.

Toutes les présomptions de l'œuvre de paix ont fait défaut, sauf une : que le prolétariat de tous les pays bourgeois doit payer les charges de la guerre et de la paix de Versailles.

## LA FRANCE

En apparence, c'est la France qui, de tous les pays victorieux, s'est le plus accru en puissance. Outre la conquête de l'Alsace-Lorraine, l'occupation de la rive gauche du Rhin, les innombrables milliards de dommages de guerre qu'elle réclame à l'Allemagne, elle est devenue en fait la plus grande puissance militaire du continent européen. Avec ses États vassaux, dont les armées sont instruites et dirigées par des généraux français (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie), avec sa propre grande armée, avec ses sous-marins et sa flotte aérienne, elle domine le continent européen, elle joue le rôle de gardien du traité de Versailles. Mais la base économique de la France, sa petite population diminuant de plus en plus, son énorme dette intérieure et extérieure et sa dépendance économique à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique ne donnent pas un fondement suffisant à sa soif inextinguible d'expansion impérialiste. Sous le rapport de la

puissance politique, elle est gênée par la maîtrise de l'Angleterre sur toutes les bases navales importantes, par le monopole du pétrole détenu par l'Angleterre et l'Amérique. Sous le rapport économique, son enrichissement en minerai de fer procuré par le traité de Versailles perd sa valeur du fait que les mines correspondantes de charbon du bassin de la Ruhr sont restées à l'Allemagne. L'espoir de remettre en ordre les finances ébranlées de la France avec l'aide des réparations payées par l'Allemagne est apparue illusoire. Tous les experts financiers sont unanimes à reconnaître que l'Allemagne ne saurait payer les sommes dont la France a besoin pour assainir ses finances. Il ne reste à la bourgeoisie française qu'un moyen : réduire le niveau d'existence du prolétariat français à celui du prolétariat allemand. La famine du travailleur allemand est une image de la misère qui menace pour demain l'ouvrier français. La dépréciation du franc, provoquée consciemment par certains milieux de la grande industrie française, constituera un moyen de rejeter sur les épaules du prolétariat français les charges de la guerre après que l'œuvre de paix de Versailles sera apparue impraticable.

## L'ANGLETERRE

La guerre mondiale a donné à l'Angleterre l'unification de son empire colonial, du Cap de Bonne-Espérance, à travers l'Égypte et l'Arabie, jusqu'aux Indes. Elle a maintenu en sa possession tous les principaux accès sur la mer. Par des concessions accordées à ses colonies d'émigration, elle a cherché à construire l'Empire mondial anglo-saxon. Mais malgré toute la souplesse de sa bourgeoisie, malgré son effort pour reconquérir le marché mondial, il est apparu qu'avec la situation mondiale créée par le traité de Versailles l'Angleterre ne peut plus progresser. L'État industriel anglais ne peut plus exporter si l'Allemagne et la Russie ne sont pas restaurées économiquement. Sous ce rapport, l'antagonisme entre l'Angleterre et la France s'aggrave ; l'Angleterre veut





vendre ses marchandises à l'Allemagne, ce que le traité de Versailles rend impossible; la France veut arracher à l'Allemagne des sommes colossales sous forme de contributions de guerre, ce qui ruine la force d'achat de l'Allemagne. C'est pourquoi l'Angleterre est pour la suppression des réparations, et la France mène dans le Proche-Orient une guerre dissimulée contre l'Angleterre pour la contraindre à céder dans la question des réparations. Tandis que le prolétariat anglais supporte les charges de la guerre sous la forme du chômage de millions d'ouvriers, la bourgeoisie d'Angleterre et de France s'accorde aux dépens de l'Allemagne.

### L'EUROPE CENTRALE ET L'ALLEMAGNE

L'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Europe Centrale, la nouvelle colonie des brigands impérialistes. Divisée en d'innombrables petits États et en une série de régions économiquement non viables, l'Europe Centrale est incapable de vie politique indépendante. Elle est la colonie du capital anglais et français. Selon l'intérêt changeant de ces grandes puissances, ses divers tronçons sont excités les uns contre les autres. La Tchécoslovaquie, sur un domaine économique de 60 millions d'individus, est constamment en proie à la crise économique. L'Autriche a été réduite à l'état de monstre non viable qui ne mène plus, en apparence, une existence politique indépendante que grâce aux rivalités des pays voisins. La Pologne, à laquelle des vastes régions occupées par des populations de langues étrangères ont été attribuées, est un avant-poste de la France, une caricature de l'impérialisme français. Dans tous ces pays, le prolétariat doit payer les frais de la guerre sous forme d'une réduction de son niveau d'existence ou d'un formidable chômage.

Mais l'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Allemagne désarmée, privée de toute possibilité de défense. Elle est livrée à la merci des puissances impérialistes. La bourgeoisie allemande cherche à lier ses intérêts tantôt à ceux de la bourgeoisie anglaise, tantôt à ceux de la bourgeoisie française. Elle cherche à satisfaire une partie des prétentions de la France au moyen d'une exploitation aggravée du prolétariat allemand et à assurer en même temps sa propre domination sur ce prolétariat avec l'aide étrangère. Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ou-

vrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé par suite du traité de Versailles ne donnent pas la possibilité de payer les réparations. L'Allemagne devient donc le ballon de jeu de l'Angleterre et de la France. La bourgeoisie française veut résoudre la question par la force en occupant le bassin de la Ruhr et la rive gauche du Rhin. L'Angleterre s'y oppose. Seule, l'aide de la plus grande puissance économique, les États-Unis, eût pu concilier les intérêts contradictoires de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne.

### LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les États-Unis se sont retirés depuis longtemps de l'œuvre de paix de Versailles, en refusant de ratifier le traité. Les États-Unis qui sont sortis de la guerre mondiale comme la plus grande puissance économique et politique, et envers qui les puissances impérialistes européennes sont fortement endettées, ne se montrent pas disposés à guérir, au moyen de nouveaux grands crédits à l'Allemagne, la crise financière de la France. Le capital des États-Unis se détourne de plus en plus du chaos européen et cherche avec beaucoup de succès à se créer dans l'Amérique Centrale et du Sud et en Extrême-Orient un empire colonial et à assurer à sa classe régnante l'exploitation du marché intérieur par un système douanier protectionniste. En abandonnant de la sorte l'Europe continentale à son sort, les États-Unis, tout en appliquant leur suprématie économique à la construction de navires de guerre, ont contraint les autres puissances impérialistes à accepter l'accord de désarmement de Washington. Ils ont ainsi ruiné une des bases les plus importantes de l'œuvre de Versailles, à savoir: la suprématie maritime de l'Angleterre, et de la sorte il n'y a plus de sens pour l'Angleterre à rester dans le groupement de puissances prévu à Washington.

### LE JAPON ET LES COLONIES

La plus jeune puissance mondiale impérialiste, le Japon, se tient à l'écart du chaos européen créé par le traité de Versailles. Mais, par le développement des États-Unis en puissance mondiale, ses intérêts ont été vivement touchés. À Washington, il a été obligé de dissoudre son alliance avec l'Angleterre, ce qui a ruiné encore une des bases les plus importantes de la division du monde faite à Versailles. En même temps, non seulement les peuples opprimés se révoltent contre la domination de l'Angleterre et du Japon, mais les colonies d'émigration de l'Angleterre cherchent à assurer leurs intérêts au moyen d'un rapprochement avec les États-Unis,

dans la lutte imminente entre les États-Unis et le Japon. Le cadre de l'impérialisme anglais se relâche ainsi de plus en plus.

### VERS UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE

Les tentatives des grandes puissances impérialistes pour créer une base permanente à leur domination mondiale ont échoué lamentablement devant leurs intérêts contradictoires. La grande œuvre de paix est ruinée. Les grandes puissances arment leurs États vassaux en vue d'une nouvelle guerre. Le militarisme est plus fort que jamais. Et quoique la bourgeoisie redoute anxieusement une nouvelle révolution prolétarienne à la suite d'une guerre mondiale, les lois internes de l'ordre social capitaliste poussent irrésistiblement à un nouveau conflit mondial.

### OBJECTIFS DES PARTIS COMMUNISTES

Les Internationales II et 2 1/2 s'appliquent à soutenir l'aile radicale de la bourgeoisie, qui représente avant tout les intérêts du capital commercial et bancaire dans sa lutte impuissante pour la suppression des réparations. Comme dans toutes les questions, dans celle-ci aussi, elles marchent avec la bourgeoisie. La tâche des Partis communistes, et en premier lieu de ceux des pays victorieux, est donc de rendre clair aux masses que l'œuvre de paix de Versailles rejette toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays victorieux que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays sont les véritables victimes. Sur cette base, les Partis communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles.

Le Parti communiste français doit lutter de toutes ses forces contre les tendances impérialistes de sa propre bourgeoisie, contre sa tentative à s'enrichir au moyen de l'exploitation aggravée du prolétariat allemand, contre l'occupation du bassin de la Ruhr, contre le morcellement de l'Allemagne, contre l'impérialisme français. Il ne suffit plus aujourd'hui de combattre en France la soi-disant défense de la patrie, il faut lutter pas à pas contre le traité de Versailles.

Le devoir des Partis communistes de Tchécoslovaquie, de Pologne et des autres pays vassaux de la France, est de lier la lutte contre leur propre bourgeoisie à la lutte contre l'impérialisme français. Il faut, au moyen d'actions communes de masses, rendre clair au prolétariat français et allemand que la tentative de réaliser le traité de Versailles réduit à la plus profonde misère le prolétariat des deux pays et avec lui le prolétariat de toute l'Europe. □



# Comment l'Empire ottoman fut dépecé

PAR HENRY LAURENS

*Entre 1916 et 1922, l'empire ottoman fit l'objet d'intenses tractations entre Français et Britanniques. Après 1918, les USA se posèrent en arbitres, au nom du «droit des peuples». Mais jamais les populations locales ne furent consultées (1).*

En 1914, les provinces arabes de l'Empire ottoman se trouvaient sous l'influence collective et multiforme des puissances européennes, auxquelles s'ajoutaient les États-Unis. Les Jeunes-Turcs, au pouvoir depuis 1908, cherchaient à se débarrasser de ces ingérences permanentes, mais au prix d'un centralisme autoritaire qui suscitait l'émergence d'un mouvement autonomiste arabe prêt à chercher des appuis chez les Européens. La France était la puissance dominante en «Syrie naturelle», grâce à ses investissements économiques et à son rayonnement scolaire et culturel. On en arrivait à parler d'une «France du Levant». Les Britanniques, qui occupaient l'Égypte depuis 1882, avaient fini par reconnaître – de mauvaise grâce – cette primauté.

## EMPIRE OTTOMAN FRAGILISÉ

En entrant en guerre en novembre 1914, les Ottomans entendaient s'affranchir des dominations étrangères et liquider les autonomismes locaux. Dès le début de 1915, la répression frappe les élites politiques arabes (pendaisons, exils en Anatolie). Des populations entières seront martyrisées (chrétiens du mont Liban décimés par la famine, sort tragique des Arméniens et autres chrétiens anatoliens déportés et massacrés). Cherchant à déstabiliser les deux grandes «puissances musulmanes» que constituent les empires coloniaux français et britanniques, les Ottomans appellent à la guerre sainte, au djihad. Les Britanniques s'en tiennent d'abord à un combat défensif à proximité du canal de Suez, tandis que l'armée anglo-indienne commence la conquête difficile de l'Irak à partir de Basra.

Mais le djihad menace l'Afrique du Nord française (et une partie de l'Afrique noire) et l'Inde britannique. Français et Britanniques se trouvent ainsi en position défensive, et cherchent une nouvelle formule juridique susceptible de rétablir leur ancienne domination. Ils envisagent d'abord de maintenir un Empire ottoman décentralisé, qui serait un protectorat de fait. En attaquant les Dardanelles (1915) pour me-

nacer la capitale de l'Empire ottoman, ils sont contraints d'accepter la revendication russe sur Constantinople et donc de considérer un partage de la région.

L'échec sanglant des Dardanelles n'en remet pas en cause le principe. En suscitant un soulèvement du chérif Hussein, émir de La Mecque, ils espèrent mettre fin à la menace du djihad et créer un nouveau front contre les Ottomans. Le haut-commissaire en Égypte, Mac-Mahon, entretient donc une correspondance difficile avec le chérif Hussein pour le pousser à se révolter. Défaillances de traduction et malentendus sur le sens des mots utilisés compliquent encore le texte, déjà ambigu, de la correspondance, créant ainsi un imbroglio dont la solution est remise à plus tard.

Un certain nombre d'esprits romantiques du Caire, dont le plus célèbre sera T. E. Lawrence, le futur Lawrence d'Arabie, misent sur une renaissance arabe qui, fondée sur l'authenticité bédouine, se substituerait à la corruption ottomane et au levantisme francophone. Ces bédouins, commandés par les fils de Hussein, les princes de la dynastie hachémite, accepteront naturellement une tutelle britannique «bienveillante». Londres leur promet bien une «Arabie» indépendante, mais par rapport aux Ottomans. De leur côté, les Français veulent étendre leur «France du Levant» à l'intérieur des terres et construire ainsi une «grande Syrie» francophone, francophile et sous leur tutelle.

## SYKES-PICOT

Comment fixer les limites entre l'Arabie britannique et la Syrie française? La négociation est confiée au Français François Georges-Picot et à l'Anglais Mark Sykes. Elle dure plusieurs mois, reflétant l'évolution des rapports de forces, et se conclut en mai 1916 par un échange de lettres entre l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, et le secrétaire au Foreign Office, Edward Grey. Les Français administreront directement une zone allant du littoral syrien jusqu'à l'Anatolie; la Palestine sera internationalisée (condominium franco-britannique de fait); la province irakienne de

Basra et une enclave palestinienne autour de Haïfa seront placées sous administration directe des Britanniques; les États arabes indépendants confiés aux Hachémites seront partagés en deux zones d'influence et de tutelle, l'une au nord confiée aux Français, l'autre au sud aux Britanniques. La ligne dite Sykes-Picot, qui divise le Proche-Orient, doit aussi permettre la construction d'un chemin de fer britannique de Bagdad à Haïfa. Russes et Italiens donnent leur approbation à cet accord, dont les Hachémites ne sont informés qu'en termes voilés et confus.

Au début de 1917, les Britanniques commencent la conquête difficile de la Palestine. En avril, les États-Unis entrent en guerre comme «associés» – et non «alliés» – de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. La mécanisation croissante de la guerre achève la prise de conscience franco-britannique de leur dépendance envers le pétrole (en 1918, la guerre sera gagnée par les Alliés grâce à un «flot de pétrole»).

Le président Woodrow Wilson ne se sent aucunement lié par les accords «secrets» contractés par ses partenaires. Il se pose en défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, bien qu'il ne soit pas très clair dans son esprit si cela vaut aussi pour les peuples non blancs, comme les «bruns» (les Arabes) et les «jaunes» – pour les «noirs», il n'en est pas question.

Les Anglais du Caire veulent remettre en cause l'accord passé avec les Français, au moins pour la Palestine, si ce n'est pour le reste de la Syrie. Et ils disposent maintenant de solides appuis à Londres. Ils savent utiliser avec sincérité la rhétorique wilsonienne: sur les ruines de l'Empire ottoman, Arabes, Kurdes, Arméniens, Juifs coopéreront sous la tutelle bienveillante des Britanniques.

Sykes utilise dans ce sens le mouvement sioniste, ce qui conduira à la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 annonçant l'établissement «en Palestine» d'un Foyer national juif. La stratégie britannique va reposer sur l'occupation du terrain avec l'encouragement donné à la révolte arabe de s'étendre à la Syrie (mais non à la Pales-

tine) et sur une succession de déclarations officielles allant dans le sens de l'autodétermination. Pour Londres, le droit des peuples signifie le droit de choisir la tutelle britannique. Quand des nationalistes arabes radicaux refusent cette domination, ils sont ravalés au statut infamant de «Levantins», qu'ils partagent avec les éléments pro-français (en général des chrétiens).

#### «DITES-MOI CE QUE VOUS VOULEZ»

En 1918, la question pétrolière devient dominante. Selon l'accord, la France devrait contrôler la région de Mossoul, où se trouvent d'importantes réserves potentielles, mais les Britanniques, eux, ont les droits de concession. Georges Clemenceau veut bien satisfaire le groupe de pression colonial, mais en se limitant à une «Syrie utile» ne comprenant pas la Terre sainte, mais permettant un accès aux ressources pétrolières. Une trop grande extension territoriale impliquerait de lourdes charges d'administration sans commune mesure avec les revenus que l'on pourrait en tirer. C'est l'abandon de la revendication de la «Syrie intégrale» (on dirait actuellement «Grande Syrie»). Au lendemain de l'armistice, il traite directement et sans témoin avec Lloyd George du partage du Proche-Orient. Dans son journal, le 11 décembre 1920, Maurice Hankey, secrétaire du gouvernement britannique, notera: «Clemenceau et Foch ont traversé [la mer] après l'armistice, et on leur a donné une grande réception militaire et publique. Lloyd George et Clemenceau ont été conduits à l'ambassade de France... Quand ils furent seuls... Clemenceau dit: "Bien. De quoi devons-nous discuter?" "De la Mésopotamie et de la Palestine", répondit Lloyd George. "Dites-moi ce que vous voulez", demanda Clemenceau. "Je veux Mossoul", dit Lloyd George. "Vous l'aurez", a dit Clemenceau. "Rien d'autre?" "Si, je veux aussi Jérusalem", a continué Lloyd George. "Vous l'aurez", a dit Clemenceau. Il n'y a absolument aucune trace écrite ou mémorandum fait sur le moment (...). Cependant, en dépit de grandes pressions de la part de ses collègues et de toutes sortes de parties concernées, Clemenceau, qui a toujours été inflexible, ne revint jamais sur sa parole et je suis bien placé pour dire que Lloyd George ne lui en a jamais laissé l'occasion. C'est ainsi que l'histoire est faite.» (2)

Les Français ayant conditionné tout accord territorial à un partage de l'accès au pétrole, les deux négociations vont se dérouler parallèlement. Dès le début de la conférence de la paix, le président Wilson refuse l'annexion des anciennes colonies allemandes

d'Afrique et du Pacifique aux Empires français et britannique: il veut les confier à la future Société des nations (SDN). Lloyd George manœuvre habilement en proposant la création de «mandats» de la SDN, qui seraient confiés de façon temporaire à une puissance «civilisée» chargée de les amener à l'indépendance. Il y introduit discrètement les provinces arabes de l'Empire ottoman (Mandats dits A). Wilson accepte (janvier 1919).

#### FACE-À-FACE FRANCO-BRITANNIQUE

Les principaux intéressés ne sont pas informés et seront appelés à comparaître devant le Conseil suprême allié (dit Conseil des dix). Nationalistes arabes, pro-français (syriens) et sionistes (les Anglais ont intercepté une délégation libanaise pour lui interdire de venir en France) parleront ainsi, en février 1919, sans connaître réellement la règle du jeu. Lloyd George laisse ses représentants engager une épreuve de force avec les Français. La question est de savoir s'il y aurait un mandat unique sur l'ensemble du Proche-Orient (et dans ce cas certainement confié aux Britanniques) ou s'il y aurait deux mandats, l'un français, l'autre britannique. Les Français tiennent bon.

Wilson, exaspéré, fait alors décider la création d'une commission chargée de consulter les populations sur le choix de la puissance mandataire. Brusquement, les Britanniques se rendent compte que les Arabes de Palestine et d'Irak pourraient ne pas demander leur tutelle. De leur côté, les Français craignent que les Syriens leur soient hostiles et qu'ils se trouvent contraints d'accepter la revendication d'un État libanais à majorité chrétienne. Les deux puissances européennes se retirent de la commission, qui sera dirigée exclusivement par des Américains.

Cette dernière, après avoir entendu les Arabes palestiniens rejeter le sionisme, les Libanais chrétiens accepter la France et les Arabes syriens exiger l'indépendance, conclut au choix d'un mandataire... américain (28 août 1919)! Il est trop tard: le Sénat américain rejette le traité de Versailles, et les Américains se retirent de toutes les conférences interalliées.

Français et Britanniques se retrouvent ainsi face à face. Le rapport de forces sur le terrain s'est infléchi en faveur des premiers, qui disposent de moyens militaires accrus alors que Londres démobilise. La division en mandats est entérinée. De la conférence de Deauville (septembre 1919) à celle de San Remo (avril 1920), on se contente d'ajuster la ligne Sykes-Picot. La frontière palestinienne est déplacée de quelques kilomètres vers le

nord. La Transjordanie reliera la Palestine à l'Irak, ce qui permettra de créer un corridor assurant dans l'immédiat le passage des lignes aériennes vers l'Inde et, à moyen terme, d'installer un oléoduc transportant le pétrole d'Irak vers la Méditerranée (l'idée de chemin de fer appartient au passé). Les Français disposeront d'un quart des parts (ultérieurement 23,75%) au sein du consortium chargé d'exploiter ce pétrole. Reste à imposer le régime des mandats par une dernière épreuve de force. En Palestine, en Syrie et en Irak, Français et Britanniques engageront des opérations débouchant sur une guerre pour mater les populations indigènes.

La division du Proche-Orient en plusieurs États n'était pas en soi condamnable: les Hachémites l'avaient envisagée dès le début en faveur des fils aînés de Hussein. Mais elle s'est opérée contre la volonté des populations et en utilisant une rhétorique libérale que l'utilisation de la force rendait vide de sens. Par rapport à l'évolution politique de la dernière décennie ottomane, où la cooptation des notables et l'établissement d'un système électoral, certes très imparfait, avaient tracé la voie à une vraie représentation politique, l'autoritarisme franco-anglais constitue une régression durable.

En tant que découpage territorial, le partage a duré, essentiellement parce que les nouvelles capitales et leurs classes dirigeantes ont su imposer leur autorité sur le nouveau pays. Mais les événements de 1919-1920 furent ressentis comme une trahison des engagements pris (en premier lieu, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes). Quand le nationalisme arabe reviendra en force, il ne reconnaîtra pas la légitimité de ce découpage et appellera à la constitution d'un État unitaire, panacée à tous les maux de la région. Les États réels seront ainsi frappés d'illégitimité et durablement fragilisés. La constitution du Foyer national juif entraînera la région dans un cycle de conflits qui semble loin de se terminer.

Périodiquement, le spectre d'un nouveau «Sykes-Picot» ou partage du Proche-Orient imposé de l'extérieur resurgit. La prétention occidentale d'une supériorité morale fondée sur l'application de la démocratie et du libéralisme apparaît alors comme une sinistre mystification. C'est peut-être la conséquence la plus néfaste des choix de la période 1916-1920, régulièrement renouvelés depuis. □

(1) Henry Laurens est historien. Cet article a été publié une première fois dans *le Monde diplomatique* (avril 2003)

(2) Stephen Roskill, *Hankey, Man of Secrets*, Collins, Londres, vol. II, 1972, pp. 28-29.



# Vague révolutionnaire en Allemagne (1918-1923)

PAR PATRICK LE MOAL

*Les révolutions vaincues sont vite oubliées. La réduction de la révolution allemande aux quelques semaines de l'insurrection spartakiste de janvier 1919 à la suite de la révolution de novembre 1918 fait partie de la construction de cet oubli, alors qu'un processus révolutionnaire d'une ampleur considérable balaya le pays durant cinq ans, avec de multiples rebondissements. L'échec de cette puissante vague révolutionnaire est le moment de basculement des perspectives révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle: il permet le surgissement de la barbarie nazie, donne la possibilité de la victoire de la dégénérescence bureaucratique stalinienne et de sa longue domination du mouvement communiste.*

Dès avril 1917, sous l'impact de la Révolution russe de février, se succèdent des grèves de masse, des cortèges avec des revendications politiques, une première mutinerie dans la marine. À l'automne 1918, la radicalisation s'intensifie contre la poursuite de la guerre, la paix sociale imposée et le régime impérial. La bourgeoisie, qui cherche une solution institutionnelle à la crise révolutionnaire montante, crée le 4 octobre un gouvernement de coalition qui intègre le SPD (1) pour négocier l'armistice. La soif de paix des masses fatiguées par la guerre va prendre le dessus et tout bousculer.

Le 30 octobre, à la veille de l'armistice, le commandement de la flotte de la Baltique veut soulager le front par une attaque. Les équipages refusent d'obéir, à Kiel les marins prennent possession des navires, font cause commune avec les ouvriers, la grève générale éclate, un conseil d'ouvriers et de marins désigné par 20 000 hommes est constitué, le drapeau rouge hissé: c'est la révolution! Une révolution qui s'étend comme une traînée de poudre, avec élection de conseils d'ouvriers et de soldats partout. L'appareil d'État et l'armée s'effondrent.

À Berlin, le 9 novembre, dans une ville aux mains des soldats et ouvriers révolutionnaires, deux proclamations sont faites, l'une au Reichstag, celle de la « République allemande » par le SPD Scheideman, l'autre au palais impérial, celle de la « République socialiste d'Allemagne » par le spartakiste Karl Liebknecht. Mais malgré

l'illusion de la victoire, le pouvoir reste à prendre. La bourgeoisie ne fait pas front, fait le dos rond, se retire au profit du SPD qui chevauche la radicalisation pour aller vers l'ordre, la paix.

L'empereur abdique, le SPD Ebert est nommé Chancelier. Alors que se constitue un gouvernement intégrant trois ministres de l'USPD pour préparer l'élection rapide d'une assemblée constituante, les divers courants révolutionnaires réunissent un « Conseil des ouvriers et des soldats » représentatif des casernes et des usines, avec l'objectif de désigner un gouvernement révolutionnaire. Qui va détenir le pouvoir, le gouvernement Ebert et l'assemblée constituante qui va être élue en janvier ou les conseils?

Si l'appareil d'État, sous les coups de boutoir de la révolution est partiellement détruit, désorganisé, parfois impuissant, il continue à exister. Les fonctionnaires sont à leur poste, les capitalistes disposent librement de leurs biens, même s'ils ont signé une convention avec les syndicats qui prévoit la reconnaissance du droit de grève, la journée de 8 heures sans perte de salaire. En outre, comme le gouvernement n'a pas confiance dans les troupes, il constitue grâce aux dons bourgeois les Corps francs, des troupes semi-fascistes issues de l'armée (2).

## LES CONSEILS D'OUVRIERS ET DE SOLDATS

Les conseils se constituent dans une grande improvisation. Très souvent ils se dotent de leur propre force armée, abo-

lissent les institutions existantes, et parfois prennent en charge certaines tâches gouvernementales: interdiction de tout licenciement et journée de 8 heures à Hanau, augmentation de 80% des salaires à Mülheim, etc. C'est un pouvoir de fait. Le SPD, estimant qu'ils ne représentent qu'une partie de la population veut les utiliser pour donner le pouvoir à l'assemblée constituante. Il va gagner cette bataille politique, il est majoritaire dans le premier congrès des conseils d'ouvriers et de soldats allemands qui se tient du 16 au 20 décembre. Ses arguments? On a gagné, on a le pouvoir, on a obtenu le renversement de la monarchie, les droits démocratiques, les élections au parlement, les droits dans les entreprises. Nous sommes pour la socialisation de l'économie, mais pas par moyens violents: contentons-nous de cela pour le moment. Le congrès se prononce donc pour l'élection de l'assemblée constituante au suffrage universel.

Le KPD (Parti communiste), qui se constitue à partir de la Ligue spartakiste, a de fortes tendances ultra gauche, contre la participation aux élections et pour liquider les syndicats. Ce gauchisme empêche une jonction avec une grande partie de l'avant-garde ouvrière: la quasi totalité des ouvriers des principales régions industrielles restent fidèles à l'USPD (Parti social-démocrate indépendant), qui





passé de 120 000 à 200 000 militantEs dans cette période.

### COMBATS DE JANVIER 1919 À BERLIN

Il y a une radicalisation à gauche chez les ouvriers révolutionnaires qui ne comprennent pas que ce vote du congrès des conseils retire la possibilité de prendre le pouvoir dans des délais rapprochés. Ils voient dans la lutte armée un raccourci simplificateur, et vont entraîner le KPD dans un affrontement sans rapport de forces. Des centaines de milliers de manifestants armés envahissent Berlin contre le limogeage du préfet de police Eichhorn (vieux militant de l'USPD estimé). Les or-

ganisateurs, surpris par l'ampleur de la mobilisation, décident de renverser le gouvernement et de constituer un comité révolutionnaire, cela 15 jours avant la date des élections décidées par le congrès des conseils.

15 janvier, ainsi que des centaines de militants. Le 19 janvier se sont tenues les élections, avec 83% de participation électorale: 30 millions votantEs, dont les femmes, et le SPD reste majoritaire avec 38% des votes. Le mot d'ordre d'abstention du KPD est un échec. Suivront des expéditions punitives dans toute l'Allemagne contre les conseils. Les grèves générales locales, la république des conseils de Bavière, installée en 1919, sont écrasés les uns après les autres: il y aura des milliers de morts.

### LE PUTSCH DE KAPP EN MARS 1920

Une épreuve de force entre la réaction et la république était inévitable. Les secteurs réactionnaires s'insurgent contre les conditions de l'armistice, qui remettent en cause le pouvoir de l'armée. En mars 1920, ils occupent le quartier gouvernemental,

ment paralysée, des affrontements se multiplient entre les ouvriers et la police, l'armée ou les Corps francs, à Berlin, Chemnitz, Leipzig... Dans la Ruhr, un comité militaire organise en quelques heures 2000 mineurs armés qui deviendront en quelques jours une armée rouge de près de 50 000 hommes, des conseils ouvriers réapparaissent. En quatre jours le régime de Kapp s'effondre sous la pression ouvrière. Dans la plupart des endroits, se sont battus ensemble contre l'ennemi de classe, les ouvriers sur des mots d'ordre contraires à leurs directions. Car la première réaction du KPD (3), surpris, n'est pas d'appeler et de s'engager dans la grève générale. Heureusement la plupart des militantEs sont dans le mouvement sur le terrain, à l'exception des gauchistes qui refusent toute action commune avec les « sociaux-traitres ».

La question de la politique du SPD est



DR

général, surpris par l'ampleur de la mobilisation, décident de renverser le gouvernement et de constituer un comité révolutionnaire, cela 15 jours avant la date des élections décidées par le congrès des conseils.

Le SPD Noske engage avec les Corps francs une offensive meurtrière. Ils assassinent Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht le

hissent le drapeau impérial, instaurent l'état de siège et proclament Kapp Chancelier. Gouvernement et députés quittent la capitale.

C'est alors que Liegen, dirigeant syndical SPD, réformiste prudent, qui incarne des décennies de collaboration de classe, lance une grève générale contre le putsch. Elle est massive, en deux jours Berlin est totale-

posée, à tel point que Liegen propose un gouvernement ouvrier. Surpris par cette situation les révolutionnaires sont incapables de donner à cette victoire une traduction politique, au minimum l'élimination des groupes fascistes qui ont soutenu le coup d'État, sans même parler de traduction en matière de gouvernement.



### L'ACTION DE MARS 1921

En Russie, c'est l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt, l'interdiction des fractions dans le parti et l'instauration de la NEP. Dans la IIIe internationale se fait jour l'idée que pour sauver la révolution russe il faut «forcer le développement de la révolution» en réveillant une classe ouvrière provisoirement assoupie.

Sous l'impulsion du représentant de l'internationale, Bela Kun, le KPD appelle seul à la grève générale et à prendre les armes. C'est l'échec: 300 000 ouvriers au plus seront en grève, les tentatives d'arrêter de force les usines donnent lieu à des bagarres entre ouvriers. Le mouvement est encore une fois écrasé région par région, avec parfois une forte résistance: plusieurs jours de bataille sont nécessaires pour venir à bout des mineurs et des ouvriers des forges de la Leuna. Le parti retire son mot d'ordre, c'est un désastre, des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés, en quelques semaines, le parti perd 150 000 à 200 000 militantEs écoeurés.

### UNE STRUCTURATION UNITAIRE, DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Pour vider les conseils révolutionnaires, le gouvernement a créé des conseils élus, compétents en matière d'administration et de politique générale de l'entreprise, de conditions de travail, d'embauche et de licenciements. Au début, il sont des doublures des bureaucraties syndicales. Puis les révolutionnaires arrivent à ce que les éluEs soient obligatoirement des salariéEs de l'entreprise. La montée du mouvement de masse va provoquer un dépassement de cette structure: à la fin de 1922, le KPD dispose d'un réseau solidement implanté dans plusieurs milliers de conseils d'usines, convoque un congrès national des conseils d'usine dans lequel il est très majoritaire (4). Parallèlement, il construit des comités de contrôle des prix qui organisent la lutte contre la vie chère, parfois en lien avec les conseils d'usine, et des comités de chômeurEs.

La situation politique est toujours explosive. En juin 1922 le ministre des Affaires étrangères Rathenau est assassiné par des réactionnaires hostiles à l'application du traité de Versailles. Face à la crainte d'un nouveau putsch, un appel unitaire KPD, SPD, USPD et syndicats provoque des manifestations énormes qui rassemblent des millions de personnes.

### L'INSURRECTION DE 1923

En janvier 1923, les troupes françaises occupent la Ruhr pour contrôler la produc-

tion charbonnière. C'est l'union sacrée de tous les partis bourgeois et du SPD, avec une campagne nationaliste. L'occupation précipite le chômage et l'inflation. C'est l'année terrible, au 1er décembre près d'un quart des syndiquéEs sont au chômage, la moitié travaillent à temps partiel. La chute de la monnaie est vertigineuse. En janvier 1923 un mark-or = 2500 marks papier, en novembre 600 milliards et plus: les salaires deviennent inférieurs à ce qu'ils étaient avant guerre.

La crise ouverte par l'occupation de la Rhur est la plus profonde qu'ait jamais connu un pays capitaliste avancé, l'ébranlement le plus profond d'après guerre en Allemagne. La société est minée jusque dans ses fondements: presque toutes les couches sociales perdent foi dans l'ordre existant. C'est une situation prérévolutionnaire sans précédent.

Le SPD s'affaiblit rapidement, même s'il a encore derrière lui une partie importante de la classe ouvrière. Le KPD gonfle, des dizaines de milliers de militantEs y affluent. En même temps se développe un mouvement de masse fasciste, à partir des bagarreurs plébéiens des Corps francs, antisémites et xénophobes. Hitler et les nazis apparaissent, et en septembre 1923 ils réunissent 70 000 personnes à Nuremberg, et ont 50 000 membres et SA armés jusqu'aux dents.

La première moitié de l'année 1923 est marquée par des grèves très violentes, des manifestations de chômeurEs qui prennent d'assaut les vivres. À partir de juin, la température monte, et les conseils ouvriers réapparaissent. Éclatent des grèves de masse, de mineurs et métallos en Saxe, en Haute-Silésie, à Berlin, puis dans le bâtiment, l'industrie du bois.

Le 29 juillet 1923, le KPD organise une grande journée antifasciste, ayant gagné au projet de nombreux militants non KPD, parfois même des SPD. Face aux interdictions de manifester, la direction du KPD hésite, craint la provocation, veut éluder l'épreuve de force sans capituler, décide d'organiser des manifestations là où elles sont autorisées en les protégeant avec les centurions prolétariennes en armes, et de les remplacer par des meetings là où elles sont interdites. Mais l'impatience ouvrière est accrue par déception de ce recul. Le 11 août, 2000 déléguéEs représentatifs de 20 000 conseils décident à l'unanimité de déclencher une grève générale de trois jours pour mettre en place un gouvernement ouvrier pour satisfaire les revendications. Elle s'étend rapidement, mais encore une fois les affrontements, qui font des dizaines de morts, ne

vont pas jusqu'au renversement du gouvernement.

### PRÉPARATION DE L'INSURRECTION

La direction de l'Internationale, persuadée que le destin de la révolution mondiale se joue en Allemagne, prépare avec le KPD l'«octobre allemand». Domine une conception technicienne de l'insurrection: des dizaines de milliers de militantEs quittent l'usine et passent à la clandestinité.

Mais s'effondrent toutes les bases pour réussir l'insurrection. Les secteurs décisifs du prolétariat allemand, qui ne sont pas véritablement gagnés à la perspective révolutionnaire, ne sont plus en contact avec les militantEs qui ont quitté les usines. La bourgeoisie qui dispose d'un appareil d'État efficace est plus rapide. Le gouvernement décrète l'état de siège dans l'ensemble du Reich, envahit la Saxe contre les trois ministres et conseillers du KPD qui refusent de dissoudre les centurions prolétariennes.

Le KPD hésite encore une fois, il décide de poser la question de la grève générale devant la conférence des conseillers d'entreprise de Chemnitz ... qui cède au chantage du SPD. L'internationale et le KPD n'osent pas entreprendre une action isolée et, à l'unanimité, décident de battre en retraite avant même d'avoir combattu. On remet la question à une sous-commission: c'est un enterrement de première classe. Le 23 novembre, le KPD est interdit et entre dans la clandestinité comme un vaincu. Au début, il ne prend pas son échec au sérieux, croit que la vague révolutionnaire va continuer de déferler. Ce n'est qu'au cours des mois suivants, pendant hiver 1923-1924 qu'on se rend compte de la défaite.

Ce fiasco est le tournant décisif du siècle. Dans ce pays capitaliste où la classe dominante était forte, dans lequel le prolétariat a été fortement structuré par les organisations réformistes, le processus révolutionnaire a été long et tortueux, mais il ne pouvait être indéfini. Si les moments de basculement possibles ne sont pas mis à profit, l'ordre des choses se rétablit, avec une dynamique contre-révolutionnaire d'ampleur. □

(1) Le SPD était jusqu'à la guerre le parti de la classe ouvrière, qui organisait la totalité de la vie des ouvriers, en regroupant tous les socialistes, des révolutionnaires aux pires réformistes: un million de membres, 34% aux élections. Il scissionne suite au soutien, par sa majorité, à la guerre, et perd l'USPD (Parti social-démocrate indépendant), dans laquelle militent un groupe de révolutionnaires autour de Rosa Luxembourg, la Ligue spartakiste.

(2) À Berlin, de 13 000 à 15 000 hommes, plus armés et puissants que la Garde rouge.

(3) Entretemps le KPD s'est séparé de ses éléments les plus gauchistes et va être rejoint quelques mois après par 200 000 à 300 000 militantEs de l'USPD.

(4) Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Éditions de Minuit, 1971, p. 582.

# La condition des femmes pendant la Première Guerre mondiale

PAR FRANÇOISE THÉBAUD

*Françoise Thébaud est historienne, auteure d'un ouvrage qui fait référence sur le sujet, «les Femmes au temps de la guerre de 14» (1). Professeure émérite de l'université d'Avignon, spécialiste de l'histoire des femmes et du genre, co-fondatrice de la revue «Clio, femmes, genre, histoire». Elle répond à nos questions sur la situation des femmes pendant la guerre et après. Contraintes de remplacer les hommes partis au front, qu'ont-elles gagné en termes d'émancipation et de droits? Propos recueillis par Régine Vinon.*

**Dans sa préface à votre ouvrage, Michelle Perrot parle de partages inégaux jusque dans la mémoire. Lorsqu'on pense à la Première Guerre mondiale, on se réfère aux soldats et à leurs souffrances. Leurs noms s'affichent sur tous les monuments aux morts du pays. Des femmes, on parle par allégorie, la victoire, la veuve éplorée. Au delà de ces clichés, votre livre nous fait partager une réalité longtemps ignorée dans sa complexité: la condition des femmes pendant la guerre. Vous démontez de nombreuses idées reçues. Dans un premier temps, pouvez-vous nous dire quel était l'état des luttes féminines avant guerre?**

Avant guerre, il y avait déjà un mouvement féministe organisé depuis plusieurs décennies. À l'échelle nationale, mais aussi internationale. Les deux plus grandes associations étaient le Conseil national des femmes françaises, membre du Conseil international des femmes et l'Union française pour le suffrage des femmes, née en 1909 et membre également d'une internationale. Ces féministes organisées avaient déjà obtenu certaines choses, sous la 3<sup>e</sup> République, notamment en termes d'éducation des filles et de droit au travail. En 1907, les femmes purent ainsi disposer librement de leur salaire. Elles virent aussi l'ouverture de certains métiers qualifiés comme la profession d'avocate, métiers qui concernaient les plus aisées. Par ailleurs, les féministes s'insurgeaient contre le Code civil de Napoléon, notamment le fameux article 213 qui aujourd'hui nous fait bondir: «*La femme doit obéissance à son mari, le mari protection*



Françoise Thébaud. DR.

à sa femme». La femme mariée est alors une mineure juridique et certaines féministes ont brûlé en place publique le Code civil lors de son centenaire, en 1904.

La grande revendication dans les premières années de la décennie 1910, juste avant la guerre, et cela dans tous les pays d'Europe de même qu'aux États-Unis, c'est la revendication des droits politiques, et notamment le droit de vote. On assiste à la naissance de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes et de sa déclinaison française. Les militantes suffragistes arrivent à gagner à leur cause certains hommes: en France, à la Chambre des députés, s'est créé un groupe des droits de la femme, où il n'y a bien sûr que des hommes. Certaines suffragistes proposent de procéder par étapes, en commençant par ce qui leur semble le plus facile à obtenir, à savoir le vote local, car on dira alors que les femmes peuvent aider à la vie

municipale, participer à la vie de la commune; avant de se mobiliser pour obtenir le vote national. D'autres veulent tout tout de suite, ce qu'elles appellent «le suffrage intégral». Toutes espèrent voter aux municipales de 1916 qui n'eurent pas lieu car, bien sûr, on ne vote pas pendant la guerre.

**Quelle a été la réaction des féministes au moment de la déclaration de guerre? Vous parlez de l'union des classes et des sexes.**

La réaction a été identique dans tous les pays belligérants: lorsque la guerre éclate, ces féministes qui se réunissaient en congrès internationaux avant guerre et considéraient, pour les Françaises ou les Britanniques, qu'une féministe allemande était leur sœur de combat, vont devenir majoritairement ultra-patriotes. Les socialistes, internationalistes avant guerre, vont de même entrer dans l'Union sacrée. C'est pourquoi je parle d'union des classes et des sexes. Socialistes et féministes suspendent à la fois leurs revendications et leur internationalisme. Jane Misme, la dirigeante du principal journal du mouvement féministe, la Française, publié depuis 1906, écrit en décembre 1914: «*Tant qu'il y aura la guerre, les femmes de l'ennemi seront aussi l'ennemi.*» Même les suffragettes britanniques, beaucoup plus radicales en actes que les Françaises, très critiques envers leur gouvernement avant guerre, vont se rallier, transformant même le nom de leur journal *The Suffragette in Britannia!* Comme dans le mouvement socialiste, seule une minorité de féministes résiste et reste pacifiste, se réunissant dans un congrès international à La Haye en avril



1915. Ce congrès est à l'origine d'un mouvement qui existe toujours, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. De leur côté, des militantes de l'Internationale des femmes socialistes se rassemblent à Bern en mars 1914 à l'initiative de Clara Zetkin (2), et lancent un appel aux femmes diffusé en France par Louise Saumoneau, une militante socialiste française: «*Où sont vos maris, vos fils? Pourquoi doivent-ils s'entretuer et détruire avec eux tout ce qu'ils ont créé? Qui bénéficie de ce cauchemar de sang? Tout juste une poignée de profiteurs de guerre. Puisque les hommes ne peuvent plus parler, c'est à vous de le faire. Travailleuses de tous les pays en guerre, unissez-vous!*». Louise Saumoneau est très critique vis-à-vis des femmes, majoritairement patriotes. Elle voudrait que les femmes soient pacifistes et adopte un curieux mode d'action, en les injuriant dans ses publications! Parmi les pacifistes, citons également Hélène Brion, une institutrice, syndiquée CGT, dont nous parlerons peut-être.

***On a longtemps dit que la guerre de 14 avait permis l'entrée massive des femmes dans le monde du travail. Vous semblez dire que c'est une idée reçue? En réalité, beaucoup de femmes travaillaient avant guerre.***

Avant 1914, en France, les femmes forment déjà plus d'un tiers de la population active. C'est un taux beaucoup plus élevé qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Malgré l'idéologie dominante qui affirme que le rôle de la femme est d'être une mère au foyer, la réalité sociale est bien différente. En France, on a besoin du travail des femmes parce que les Français font peu d'enfants. Ils ont restreint les naissances avant les autres Européens. Le pays est déjà une terre d'immigration, ce qui contredit bien des discours actuels, et on accepte le travail des femmes, tandis que dans les classes populaires, on a besoin d'un salaire supplémentaire. Les femmes sont payannes bien sûr, mais aussi domestiques, ouvrières, dans des secteurs qu'on qualifie de féminins à l'époque: textile, habillement, tabac, allumettes. Elles travaillent peu dans les administrations ou les banques alors qu'aujourd'hui, la figure de la femme au travail est l'employée du tertiaire. Il y a en outre plusieurs centaines de milliers de travailleuses à domicile, particulièrement surexploitées et pour lesquelles se mobilisent des syndicalistes et des féministes (ce qui allait aboutir à la loi du 10 juillet 1915 instituant des minima de salaire horaire ou à la pièce).

Les Françaises travaillaient déjà beaucoup avant guerre. Est-ce que la guerre les met en

core plus au travail? J'insiste sur le fait que dans un premier temps, la guerre, qui devait être courte, désorganise l'économie. Les entreprises ferment, des femmes sont mises au chômage. Dans les premiers mois, voire plus, la guerre se caractérise non par un surtravail des femmes, mais par une mise au chômage, qui crée de grandes difficultés dans les milieux populaires. De nombreuses femmes perdent le salaire du mari mobilisé, et parfois le leur. L'État essaie bien de remplacer l'homme absent en donnant une allocation de femme de mobilisé, mais bien plus faible qu'un salaire masculin, ou même féminin, qui était déjà la moitié environ d'un salaire masculin. Le début de la guerre pour les femmes des milieux populaires est donc un moment très difficile.

Pour les femmes des milieux aisés, la guerre est un grand moment de philanthropie féminine car il y a beaucoup de personnes à soutenir et aider, notamment les réfugiés qui fuient l'avancée allemande et les femmes restées seules alors que leurs maris sont au front.

Ce n'est que dans un deuxième temps, à partir du printemps 1915, lorsqu'on comprend que la guerre va durer, qu'il faut remettre le pays au travail, pour approvisionner l'armée en nourriture, habits et munitions. Désormais, la main-d'œuvre féminine est indispensable. Les femmes retournent au travail et remplacent les hommes partout où c'est possible, y compris à partir de l'automne 1915 dans les industries d'armement. Ce sont les fameuses «munitionnettes».

Les métiers que font les femmes les rendent plus visibles dans l'espace public. Elles sont serveuses de café. Avant, il n'y avait que des hommes. Elles sont factrices, c'étaient des facteurs, employées de banque, d'administration, livreuses de charbon, conductrices de tramway. C'est cette visibilité qui est nouvelle, due à l'entrée des femmes dans des secteurs masculins.

***Les femmes trouvent des débouchés plus importants car de nouveaux secteurs s'ouvrent à elles. Vous dites aussi les souffrances des paysannes.***

Si la guerre a fait dans un premier temps perdre leur travail à de nombreuses salariées, des femmes ont été mobilisées dès le début du conflit: les paysannes. L'appel du 7 août 1914 du président du Conseil René Viviani, «*Aux femmes françaises*», ne s'adresse de fait qu'aux paysannes. C'était l'époque des moissons, il fallait les achever, ne pas oublier les vendanges et préparer la terre pour les récoltes futures. Les femmes des campagnes sont au travail tout de suite et

vont beaucoup souffrir pendant la guerre. Elles remplacent en effet à la fois les hommes et les bêtes réquisitionnées par l'armée. On voit souvent des femmes attelées à plusieurs pour tirer une herse ou autre engin agricole. Par ailleurs, les paysans, majoritairement versés dans l'infanterie, paient le plus lourd tribut à la guerre et les voiles de deuil sont très portés dans les villages.

Pour l'industrie et le commerce, les chiffres du ministère du Travail indiquent une croissance du travail féminin de plus 20% à la fin 1917 par rapport à avant-guerre. On assiste donc bien à un surtravail des femmes pendant la guerre, mais également à un phénomène de transfert d'un secteur à un autre. Les femmes ont dorénavant la possibilité de dire «Je suis mal payée là, je vais voir ailleurs». Une anecdote parlante: il y a une crise des bonnes qui a donné lieu à beaucoup de caricatures. En effet, être bonne à l'époque était un travail particulièrement aliénant, et aux gages très faibles. Elles partent donc en masse pour aller s'employer ailleurs. Les patronnes se plaignent et cela fait le bonheur des caricaturistes.

Les femmes remplacent les hommes dans presque tous les métiers. Quasi absentes de ces secteurs avant 1914, elles entrent dans le secteur métallurgique, mécanique, chimique, qui travaille pour la Défense nationale. C'est souvent ce qui donne l'impression que la guerre a mis les femmes au travail. Dans les usines de guerre, elles représentent 1/4 de la main-d'œuvre fin 1917, à savoir 400 000 sur 1,6 million. À côté de la main-d'œuvre coloniale et étrangère qu'on a fait venir (Kabyles, Indochinois, Chinois), à côté des jeunes ou des travailleurs âgés qui ne sont pas mobilisés, à côté aussi des 500 000 ouvriers qualifiés qu'on a fait revenir du front pour encadrer cette main-d'œuvre inexpérimentée.

***Les femmes travailleuses ont-elles obtenu un salaire égal à celui des hommes, ou du moins une diminution de l'écart de salaires en vigueur?***

Ce n'est jamais salaire égal pour travail égal, le travail des femmes étant traditionnellement considéré comme un salaire d'appoint. Les usines de guerre représentent un cas particulier, car si les femmes y vont, c'est parce qu'elles savent que ça paie bien. Les salaires à l'usine de guerre sont plus élevés que ceux versés dans les métiers traditionnellement féminins. Notamment parce que c'est un secteur stratégique, et parce que le ministre de l'armement, un socialiste réformiste, Albert Thomas, répond aux premiers

mouvements sociaux en mettant en place des tarifs négociés entre les syndicats, les entrepreneurs et l'État. Ces tarifs sont assez élevés, mais ils sont toujours, à travail égal, moins élevés pour les femmes. Cependant, il y a même des féministes, connaissant mal le monde ouvrier, qui disent que lesmunitionnettes sont des privilégiées parce qu'elles peuvent s'acheter des bas de soie ou des oranges, objets et mets de luxe à l'époque! En même temps, elles ne restent pas très longtemps à l'usine de guerre, où il y a un fort turnover, parce que le travail y est extrêmement dur. Travail intensif

parce qu'il faut produire toujours plus et toujours plus vite, et aussi parce que toutes les lois sociales ont été suspendues pendant la guerre. Il n'y a ainsi plus de limitation horaire, plus de jours de congé, plus d'interdiction du travail de nuit, les trois grandes lois sociales d'avant guerre étant mises entre parenthèses. Ces femmes peuvent travailler 11, 12 heures par jour, de jour comme de nuit, sans repos. C'est également un travail dangereux et les accidents sont nombreux.

Des médecins donnent l'alerte, en disant que des jeunes filles meurent d'épuisement, et des aménagements sont demandés. À partir de 1917, se mettent en place dans les plus grandes entreprises des dispensaires, des cantines. Le grand problème dont s'inquiètent certaines féministes, le ministre socialiste, mais aussi ceux qui appartiennent au mouvement nataliste ou hygiéniste actif depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, ce sont les effets sur la natalité de ce travail féminin. Un accoucheur célèbre de l'époque disait: «L'usine est tueuse d'enfants, il faut interdire l'usine de guerre aux femmes.» On trouve là les deux devoirs de la femme: produire et garder sa capacité procréatrice.

**Devant ces conditions difficiles, des grèves vont se développer. Sur quelles revendications principalement? Seront-elles victorieuses?**

Avant la guerre, en 1913, il y avait de nombreuses grèves. Mais au début du conflit, l'Union sacrée se traduit par une trêve sociale. Cependant, les contemporains vivent quelque chose qu'ils n'avaient pas imaginé: l'inflation causée par la planche à billets. Or les salaires ne suivent pas la montée des prix. Les premières revendications portent sur l'augmentation des salaires ou l'obtention d'une indemnité de vie chère. Comme les hommes sont majoritairement mobili-

sés, et que les ouvriers mobilisés à l'arrière ne peuvent faire grève, les premiers mouvements de grève sont souvent le fait des femmes. L'agitation sociale est encore faible en 1916 mais en 1917 et 1918, on constate des vagues importantes de conflits. Des grèves à motif salarial, ou contre les cadences, et parfois aussi l'attitude des contremaîtres, même si on ne parle pas encore de harcèlement sexuel. À partir de fin 1917, des conflits prennent un tour pacifiste, car la population en a assez de la guerre. Ces derniers sont fortement réprimés. Les grèves «écono-



Paysannes attelées remplaçant les bêtes réquisitionnées par l'armée. DR.

miques» se concluent bien souvent par des arrangements, les grèves pacifistes, non. On va alors accuser les femmes de tuer leurs maris. Vous empêchez l'approvisionnement en munitions, vous contribuez à la mort de vos maris!

Une figure de résistance à la guerre est intéressante: Hélène Brion, une institutrice, hostile à la guerre car féministe. Syndiquée à la CGT, secrétaire générale du syndicat des instituteurs et institutrices, elle est la porte-parole du courant pacifiste né en 1915 au sein du syndicat. Elle est aussi membre de la SFIO et féministe. Son combat, raté d'ailleurs, fut de faire entendre la cause des femmes à l'intérieur des organisations ouvrières. Féministe avant tout, elle soutient que l'exploitation des femmes est plus forte du fait de l'homme que du fait du patron. Arrêtée pour propagande défaitiste en novembre 1917, elle est traduite en Conseil de guerre. À son procès, elle déclare: «Je comparais ici comme inculpée de délit politique, or je suis dépouillée de tous droits politiques. L'accusation prétend que sous prétexte de féminisme, je fais du pacifisme. Elle déforme ma propagande pour les besoins de sa cause: j'affirme que c'est le contraire [...]. Je suis ennemie de la guerre parce que féministe, la guerre est le triomphe de la force brutale, le féminisme ne peut triompher que par la force morale et la valeur intellectuelle. Il y a antinomie entre les deux».

**On assiste à un double discours sur les femmes pendant la guerre. D'une part, on vante leur travail, leur dévouement et leur patriotisme. Mais bien vite, vous dites que le ton va changer.**

En effet, il existe un double, voire un triple discours pendant la guerre. Le premier est louangeur. Les féministes jouent un rôle important à ce sujet. Qualifiant les femmes de «combattantes de l'arrière», elles valorisent leur travail, soulignent leurs compétences avec l'idée que, messieurs, en retour, vous allez nous accorder des droits. Au début de la

guerre, de nombreux essayistes adoptent également ce discours louangeur. Et puis, progressivement, notamment à partir de 1917-1918, perce un discours d'anxiété sur les risques de «masculinisation des femmes»: elles vont perdre leur féminité et cela va créer de l'anarchie sociale; si les femmes font comme les hommes, que va devenir la société qui fonctionne sur la division entre les sexes? Enfin, lorsqu'on sent que la guerre touche à sa fin, les femmes commencent à être qualifiées de «profiteuses de guerre». Il

faut qu'elles rendent la place aux soldats qui reviennent...

**Intégrées dans le monde du travail pendant le conflit, elles vont être licenciées après la guerre. Que se passera-t-il pour elles? Tout redeviendra-t-il comme avant?**

Les licenciements les plus brutaux s'effectuent dans l'industrie de guerre. On n'a plus besoin des femmes dans ce secteur. Dès novembre, on leur demande de partir avec une indemnité, indemnité dégressive pour chaque jour passé à l'usine, pendant 30 jours. Pour les autres secteurs, il faut distinguer le discours ambiant et la réalité. Le premier est le suivant: mesdames, rentrez dans vos foyers ou dans vos métiers traditionnellement féminins. Mais en même temps, les hommes ne sont pas démobilisés (la démobilisation dure très longtemps, un an, un an et demi) et certains sont envoyés en Russie, ou sur des conflits périphériques dans lesquels la France est impliquée. Et, bien sûr, il y a 1,4 million de morts, 10% de la population active masculine de 1913. Qui manquent forcément à la production. La réalité impose donc que les femmes continuent de travailler.

Quant à la question de leur émancipation à travers la guerre, elle est discutée par les historiens et les historiennes, et la réponse est toujours nuancée. Il y a ceux qui disent «oui, mais...», et d'autres, parmi lesquels je me compte, qui insistent sur le «non, mais...».



La volonté sociale dominante est le retour à un ordre traditionnel des sexes, avec des femmes qui sont mères et au foyer. C'est le credo de la chambre bleu horizon élue après guerre, peuplée d'anciens combattants. Il traduit le fait que le mouvement nataliste, né fin XIX<sup>e</sup> dans une France malthusienne avant ses voisins européens mais parfois moqué (des «pères lapins»), est devenu crédible et influence une grande partie des élites politiques. Ce malthusianisme que des lois vont tenter de combattre n'est pas facile à expliquer: on peut invoquer le fait que la France rurale ne veut pas trop morceler la terre alors que tous les enfants sont égaux devant l'héritage; on peut aussi rappeler l'existence d'un militantisme de la «libre maternité», présent notamment dans l'anarcho-syndicalisme de l'époque, dont des membres multipliaient les conférences et proposaient des solutions aux femmes: «Pas d'enfants pour le capital et pour la guerre». Le fait est que la population française stagne à 40 millions d'habitants, et va stagner à ce niveau jusqu'en 1945, avant ce qui a été appelé le «baby boom».

***Vous évoquez les mesures répressives prises contre les femmes et le paradoxe du «Moins punir pour mieux punir».***

Entre 1914 et 1918, le faible nombre de naissances se conjugue à l'hécatombe démographique de la guerre. C'est elle qui rend crédibles les thèses des mouvements natalistes. La classe politique, gauche comme droite, est convertie à une politique nataliste. Seul, une petite minorité reste néo-malthusienne; les communistes, qui le sont au début des années 1920, ne le seront plus après. Les Chambres adoptent des lois incitatives (début de l'État-providence) et répressives qui traverseront le XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la loi du 31 juillet 1920 interdit la vente d'objets contraceptifs (sauf le préservatif qui protège des maladies vénériennes) et toute information sur la contraception et l'avortement. Les médecins n'ont pas le droit de parler contraception avec leurs patientes. Puis une loi de mars 1923 correctionnalise l'avortement, répondant à une demande paradoxale des natalistes. L'avortement était un crime dans le code pénal et leurs auteurs, quand ils ou elles étaient arrêtés, étaient traduits en Cour d'assises. Or, avant guerre, les jurés issus de la population acquittaient le plus souvent avortées et avorteurEs, considérant que c'était une forme de contraception et que, si les femmes ne pouvaient éle-

ver les enfants, elles pouvaient avoir recours à l'avortement. La société était tolérante. Pour lutter contre ces acquittements par des jurés populaires, il fallait correctionnaliser l'avortement, en faire un délit jugé en tribunal correctionnel où des juges de métier appliqueraient la loi. De fait, l'avortement est plus pourchassé et puni entre les deux guerres, et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui constitue la pire période de lutte et de répression contre l'avortement.

***En guise de conclusion, si on veut résumer votre «non, mais...»: cela veut dire que les femmes n'ont pas gagné grand chose, mais que rien n'était plus comme avant?***

En effet, aucune des revendications féministes d'avant guerre n'est satisfaite. Pas de modification du Code civil et pas d'obtention du droit de vote. Le seul acquis: un décret de 1924 invite les lycées de jeunes filles à ouvrir des classes de baccalauréat. Auparavant, les lycées de jeunes filles du XIX<sup>e</sup> siècle ne formaient pas au bac. Ce décret va aider les jeunes filles des milieux bourgeois à entrer à

ayant un meilleur rapport à la clientèle. Et pour l'industrie, on les disait plus aptes à des travaux monotones et parcellisés. On va ainsi les retrouver après la guerre dans les grandes usines qui commencent à se tayloriser. Elles acceptent mieux que les anciens ouvriers qualifiés, qui travaillaient dans des petites unités, ces nouvelles formes de travail. Et elles sont moins syndiquées. Ceux ou celles qui parlent d'émancipation mettent aussi en avant le phénomène des garçonnages, qui est avant tout une mode capillaire et vestimentaire qui libère indéniablement le corps: cheveux courts, jupes raccourcies, vêtements moins amples. Le corps des femmes est moins entravé. C'est pour ça qu'on a l'image des Années folles, où hommes et femmes dansent sur des rythmes venus d'Amérique, comme le charleston.

***Et pour terminer, les femmes françaises seront lanterne rouge pour le droit de vote en Europe!***

Tout au moins, alors que de nombreuses Européennes et les Américaines obtiennent le droit de vote à l'issue du conflit, les Françaises n'obtiennent les droits politiques qu'en 1944, peu avant les Italiennes mais bien avant les Suissesses. En même temps, la question du droit de vote des femmes est compliquée en France. À la Chambre des députés, le débat contradictoire de mai 1919 se conclut par un vote majoritairement positif. Mais le Sénat, où le parti radical est majoritaire, refuse de discuter de la question et se contente de voter un hommage aux femmes. Pour ce parti laïciste, qui s'est défini contre l'Église, a voulu la séparation de l'Église et de l'État, les femmes sont trop inféodées à l'Église, trop proches de leur confesseur et risquent, si elles votent, de mettre en danger la République. Par ailleurs, les radicaux considèrent que la nature des femmes les éloigne de la chose politique: c'est une question de «sexe du cerveau», affirment même certains. Dans l'entre-deux-guerres, à quatre reprises après 1919, un vote positif de la Chambre se heurte à un vote négatif du Sénat. Il faudra attendre 1944, et une assemblée non élue, issue de la Résistance, pour que finalement ce droit élémentaire soit accordé aux Françaises. □



*Femmes employées dans l'industrie d'armement, les munitionnettes. DR.*

l'université et leur offrir des opportunités professionnelles. À ce titre, l'exemple de Simone de Beauvoir est significatif. Elle passe son bac en 1925. Son père est un bourgeois traditionnel sur la question des rôles masculins et féminins mais, rentier appauvri par l'inflation de guerre, il sait ne pas pouvoir doter ses filles et les pousse à faire des études et à avoir à métier.

Ainsi, on adopte des mesures répressives pour obliger les femmes à être mères, on ne donne pas satisfaction aux revendications féministes mais, en même temps, le retour à un ordre traditionnel est impossible car il y a des postes de travail à prendre. On voudrait que le travail des femmes diminue, mais la guerre a inauguré la féminisation du secteur tertiaire, qui va s'accroître tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant le conflit, s'est développé un discours sur les qualités des femmes au travail, qualifiées de «qualités féminines». Pour le tertiaire, elles étaient vues comme plus polies, plus à l'heure, mieux habillées,

(1) Françoise Thébaud, *les Femmes au temps de la guerre de 14*, préface de Michelle Perrot, petite Bibliothèque Payot, 2013 (réimpression 2018).

(2) Clara Zetkin, figure historique du féminisme socialiste, membre de la social-démocratie allemande, adhère à la Ligue spartakiste. Elle est députée au Reichstag pendant la République de Weimar. Elle est à l'origine de la journée internationale des femmes, pour le vote des femmes.

# 80<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération pour un art révolutionnaire indépendant (FIARI) : Léon Trotsky et André Breton à l'ombre du Popocatepetl

PAR MICHAEL LÖWY

*Il y a 80 ans, pendant l'été 1938, Breton et Trotski se sont rencontrés au Mexique, aux pieds des volcans Popocatepetl et Ixtacciuatl. Une rencontre surprenante, entre personnalités apparemment situées aux antipodes : l'un, héritier révolutionnaire des Lumières, l'autre, installé sur la queue de la comète romantique ; l'un fondateur de l'Armée rouge, l'autre initiateur de l'aventure surréaliste.*

La relation entre les deux hommes était assez inégale : Breton vouait une énorme admiration pour le révolutionnaire d'Octobre, tandis que Trotski, tout en respectant le courage et la lucidité du poète – un des rares intellectuels français à dénoncer l'infamie des Procès de Moscou –, avait quelques difficultés à comprendre le surréalisme... Il avait certes demandé à son secrétaire, Van Heijenoort, de lui procurer les principaux documents du mouvement et les livres de Breton, mais cet univers intellectuel lui était étranger. Ses goûts littéraires le portaient plutôt vers les grands classiques réalistes du XIX<sup>e</sup> siècle que vers les insolites expériences poétiques des surréalistes.

## MANIFESTE POUR UN ART RÉVOLUTIONNAIRE INDÉPENDANT

Dans un premier moment, la rencontre fut très chaleureuse : Jacqueline Lamba – la compagne de Breton, qui l'avait accompagné au Mexique – déclarait ainsi à Arturo Schwarz : « Nous étions tous très émus, même Lev Davidovitch. Nous nous sommes immédiatement sentis accueillis à bras ouverts. Lev Davidovitch était vraiment heureux de voir André. Il se montrait très intéressé ». Cependant, cette première conversation a failli mal tourner... C'est Van Heijenoort qui en témoigne : « Le vieux [Léon Trotski] commença rapidement une discussion sur le mot surréalisme, pour défendre le réalisme contre le surréalisme. Il entendait par réalisme le sens précis que Zola donnait à ce mot. Il se mit à parler de Zola. Breton fut d'abord



quelque peu surpris. Il écoute cependant avec attention et sut trouver les mots pour relever certains traits poétiques dans l'oeuvre de Zola.»<sup>1</sup>

Et pourtant, le courant est passé, le Russe et le Français trouvant un langage commun : l'internationalisme, la révolution, la liberté. Jacqueline Lamba parle, à juste titre, d'*affinité élective* entre les deux hommes. Leurs conversations se passent en français, que Lev Davidovitch parlait couramment. Ils vont parcourir ensemble le Mexique, en visitant les lieux magiques des civilisations pré-hispaniques, et en pratiquant, plongés dans les rivières, la pêche à la main. On les voit dialoguant

amicalement dans une célèbre photo (voir ci-contre), assis l'un près de l'autre dans un sous-bois, pieds nus, après une de ces parties de pêche.

De cette rencontre, du frottement de ces deux pierres volcaniques, est issue une étincelle qui brille encore : le Manifeste pour un Art révolutionnaire indépendant. L'idée du document est venue de Léon Trotski, tout de suite acceptée par André Breton. Selon Van Heijenoort, Breton a présenté une première version du texte, et Trotski l'a découpé, en y collant sa propre contribution (en russe). Il s'agit d'un texte communiste libertaire, antifasciste et allergique au stalinisme, qui proclame la vocation révolutionnaire de l'art et sa nécessaire indépendance par rapport aux États et aux appareils politiques.

Ce fut un des seuls, sinon l'unique document écrit à quatre mains par le fondateur de l'Armée rouge. Produit de longues conversations, discussions, échanges, et sans doute quelques désaccords, il fut signé d'André Breton et Diego Rivera, le grand peintre muraliste mexicain, à l'époque fervent partisan de Trotski (ils se brouilleront peu après). Ce petit mensonge inoffensif était dû à la conviction du vieux bolchevik qu'un Manifeste sur l'art devrait être signé uniquement par des artistes. Le texte avait une forte tonalité libertaire, notamment dans la formule, proposée par Trotski, proclamant que, dans une société révolutionnaire, le régime des artistes devrait être « anarchiste », c'est à dire fondé sur la liberté illimitée. Dans un autre passage célèbre du document, on proclame



«*toute licence en art*». Breton avait proposé d'ajouter «*sauf contre la révolution prolétarienne*», mais Trotsky a supprimé cette addition ! On connaît les sympathies d'André Breton pour l'anarchisme, mais curieusement, dans ce Manifeste, c'est Trotsky qui a rédigé les passages les plus «libertaires».

Le Manifeste affirme la destinée révolutionnaire de l'art authentique, c'est-à-dire, celui qui «*dresse les puissances du monde intérieur*» contre «*la réalité présente, insupportable*». Est-ce Breton ou Trotsky qui formule cette idée, sans doute puisée dans le répertoire freudien ? Peu importe, puisque les deux révolutionnaires, le poète et le combattant, ont réussi à se mettre d'accord sur le texte.

### FÉDÉRATION POUR UN ART RÉVOLUTIONNAIRE INDÉPENDANT

Le document garde, 80 années plus tard, une étonnante actualité, mais il ne souffre pas moins de certaines limites, dues peut-être à la conjoncture historique de sa rédaction. Par exemple, les auteurs dénoncent, avec beaucoup d'acuité, les entraves à la liberté des artistes, imposées par les États, notamment (mais pas seulement) totalitaires. Mais, curieusement, il manque une discussion, et une critique, des entraves qui résultent du marché capitaliste et du fétichisme de la marchandise... Le document cite un passage du jeune Marx, proclamant que l'écrivain «*ne doit en aucun cas vivre et écrire juste pour gagner de l'argent*» ; cependant, dans leur commentaire de ce passage, au lieu d'analyser le rôle de l'argent dans la corruption de l'art, les deux auteurs se limitent à dénoncer les «contraintes» et «disciplines» qu'on essaye d'imposer aux artistes au nom de la «raison d'État». C'est d'autant plus surprenant que l'on ne peut mettre en doute l'anticapitalisme viscéral des deux : Breton n'avait-il pas renommé Salvador Dali, devenu mercenaire, de l'anagramme «Avida Dollars» ? On trouve la même lacune dans le prospectus de la revue de la FIARI (Clé), qui appelle à combattre le fascisme, le stalinisme et... la religion. Le capitalisme est absent.

Le Manifeste se conclut par un appel à créer un mouvement large, la Fédération pour un Art révolutionnaire indépendant (FIARI), incluant tous ceux qui se reconnaissent dans l'esprit général du document. Dans un tel mouvement, écrivent Breton et Trotsky, «*les marxistes peuvent marcher ici la main dans la main avec les anarchistes [...] à condition que les uns et*

*les autres rompent implacablement avec l'esprit policier réactionnaire, qu'il soit représenté par Joseph Staline ou par son vassal García Oliver*». Cet appel à l'unité entre marxistes et anarchistes est un des aspects les plus intéressants du document et un des plus actuels, 80 années plus tard.

Au passage : la dénonciation de Staline – «*l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux*» du communisme – était indispensable. Mais fallait-il traiter García Oliver, le compagnon de Durruti, dirigeant historique de la CNT-FAI et héros de la résistance antifasciste victorieuse de Barcelone en 1936, de «vassal» ? Certes, il fut ministre (démissionnaire en 1937) du premier gouvernement du Front populaire (Largo Caballero), et son rôle en mai 1937, lors des combats à Barcelone entre staliniens et anarchistes (soutenus par le POUM), imposant une trêve entre les

laille, Gérard Rosenthal et Maurice Wullens. Parmi les autres participants on trouve Gaston Bachelard, Georges Heinein, Michel Leiris, Roger Martin du Gard, Albert Paraz, Henri Pastoureau, Benjamin Péret, Herbert Read, Diego Rivera, Léon Trotski... Cette liste de noms donne une idée de la capacité de la FIARI à associer des personnalités politiques, culturelles et artistiques assez diverses. La revue Clé n'a connu que 2 numéros : le n°1, paru en janvier 1939, et le n°2 (février 1939). L'éditorial du n°1 était intitulé «Pas de patrie !», et il dénonçait le refoulement et internement d'immigrants étrangers par le gouvernement Daladier : une affaire très actuelle en 2018 !

La FIARI a été une belle expérience «marxiste libertaire», mais de courte durée : en septembre 1939, le début de la Seconde Guerre mondiale a mis fin, de facto, à la Fédération.

**Post-scriptum :** en 1965, notre ami Michel Lequenne, à l'époque un des dirigeants du PCI, Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale, a proposé au Groupe surréaliste une refondation de la FIARI. Il semble que l'idée n'ait pas déplu à André Breton, mais elle fut finalement rejetée par une déclaration collective, en date du 19 avril 1966 et signée de Philippe Audoin, Vincent Bounoure, André Breton, Gérard Legrand, José Pierre et Jean Schuster – pour le Mouvement surréaliste.

**Note bibliographique :** le livre d'Arturo Schwarz, *André Breton, Trotsky et l'anarchie* (Paris, 10/18, 1974) contient non seulement le texte du Manifeste de la FIARI mais aussi l'ensemble des écrits de Breton sur Trotsky, ainsi qu'une substantielle introduction historique de 100 pages par l'auteur, qui a pu interviewer Breton lui-même, Jacqueline Lamba, Van Heijenoort et Pierre Naville. Un des documents les plus émouvants de ce recueil est le discours prononcé par Breton lors des obsèques, à Paris en 1962, de Natalia Sedova Trotsky. Après avoir rendu hommage à cette femme dont les yeux virent «les plus dramatiques combats de l'ombre avec la lumière», il concluait avec cet espoir obstiné : le jour viendra, où non seulement justice sera rendue à Trotsky, mais aussi «*aux idées pour lesquelles il a donné sa vie*». □

(1) Interview de Van Heijenoort par Arturo Schwarz.  
(2) Il sera l'auteur, en 1946, de la première *Histoire du surréalisme*.



deux camps, a été très discutable. Mais cela n'en fait pas un séide du Bonaparte soviétique...

La FIARI fut fondée peu après la publication du Manifeste ; elle a réussi à rassembler non seulement les partisans de Trotsky et les amis de Breton, mais aussi des anarchistes et des écrivains ou artistes indépendants. La Fédération avait une publication, la revue Clé, dont le rédacteur était Maurice Nadeau, à l'époque jeune militant trotskiste portant beaucoup d'intérêt pour le surréalisme <sup>2</sup>. Le gérant était Léo Malet et le Comité national était composé de : Yves Allégret, André Breton, Michel Collinet, Jean Giono, Maurice Heine, Pierre Mabile, Marcel Martinet, André Masson, Henry Pou-

# Inch'Allah, l'islamisation à visage découvert, de Gérard Davet et Fabrice Lhomme: une lecture (très) critique

PAR JULIEN SALINGUE

Affublé d'un tel titre, le dernier ouvrage proposé par les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme ne pouvait manquer de faire du bruit. Avec en plus un concept «innovateur» : le livre est une «enquête» réalisée par cinq étudiantEs en journalisme, «parrainés» par deux professionnels. Et on n'a pas été déçus : documentaire diffusé sur LCI, nombreuses invitations sur les stations de radio et les chaînes de télévision, reprises dans la presse écrite... Avec un quasi-unanimité pour saluer le travail, mais aussi des critiques, moins médiatisées, portant sur la méthode et/ou sur le contenu du livre.

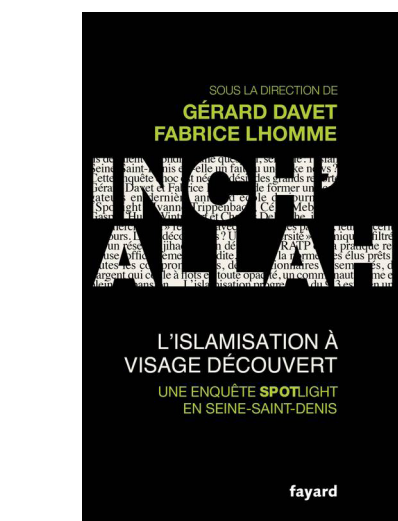
**D**es critiques que nous souhaiterions prolonger dans cet article qui, cela va mieux en le disant, ne préjuge pas de la motivation ni de la bonne foi des 5 étudiantEs en journalisme, et concerne avant tout le travail de Davet et Lhomme, ainsi que le discours qu'ils portent dans les médias autour de l'ouvrage. Le documentaire et les diverses apparitions médiatiques des journalistes ont en effet montré que les étudiantEs n'ont maîtrisé ni le thème, ni le titre, ni la médiatisation de l'ouvrage, et qu'ils et elles ne sauraient dès lors en être tenus responsables.

## «LA PLUME DANS LA PLAIE» ?

Comble de l'originalité – et de l'audace –, le titre du documentaire consacré à «l'enquête», et diffusé sur LCI, est «la Plume dans la plaie», en référence à la célèbre formule d'Albert Londres, que Gérard Davet reprend à son compte lors d'une discussion avec les cinq étudiantEs :

«*Quand notre vieil Albert Londres se penche sur le Tour de France, il ne raconte pas les belles routes de France, les gens qui s'embrassent, etc. Il fait les forçats de la route, le dopage... Il fait le mauvais côté du Tour de France, voilà. Ben nous on va prendre le mauvais côté de la Seine-Saint-Denis, le mauvais côté du fait religieux. C'est vraiment ce contexte là qui nous intéresse et c'est une volonté de mettre la plume dans la plaie pour reprendre Albert Londres.*»

Gérard Davet semble donc considérer que le travail d'Albert Londres sur les «mauvais



côtés» du Tour de France en 1924 serait équivalent à un travail sur les «mauvais côtés» de l'islam en Seine-Saint-Denis en 2018. Or, lorsqu'à l'été 1924 Albert Londres dénonce, dans *le Petit Parisien*, l'envers du Tour de France, il se fait notamment l'écho des critiques formulées par les frères Francis et Henri Pélissier, deux cyclistes ayant abandonné l'épreuve pour protester contre la direction et le règlement de la compétition qui auraient poussé, au nom du spectacle, les coureurs à toujours plus d'efforts, et donc à mettre leur santé en danger, entre autres en ayant recours au dopage. Les Pélissier et Albert Londres seront dès lors les cibles des critiques virulentes de la direction du Tour, notamment en la personne d'Henri Desgrange, directeur de l'épreuve et du magazine *l'Auto*, principal quotidien

sportif de l'époque. En clair, le travail d'Albert Londres est alors à contre-courant des idées dominantes de l'époque et entre en confrontation avec de puissantes institutions, qu'elles soient sportives ou médiatiques, et par la même occasion des intérêts financiers.

Davet et Lhomme pensent-ils sérieusement qu'ils accomplissent un geste journalistique comparable à celui de «notre vieil Albert Londres» ? Pour cela, il aurait fallu qu'en 2018 l'islam en France, et a fortiori en Seine-Saint-Denis, soit présenté essentiellement sous ses «bons côtés», imposant de questionner ses éventuels «mauvais côtés», forcément méconnus. Mais on a beau chercher, on a du mal à trouver les équivalents des «belles routes de France» et des «gens qui s'embrassent» dans le traitement médiatique de l'islam en France. En revanche...

## «L'ISLAM DES BANLIEUES», ÉPISODE 329

Davet et Lhomme ne prétendent certes pas être des pionniers en la matière. Dans le reportage «La plume dans la plaie», Davet explique ainsi comment l'idée est venue de proposer la thématique de «l'islamisation du 93» aux étudiantEs :

«*Il y a eu un livre qui est paru, qui a été écrit par un ancien proviseur de lycée à Marseille, qui écrit que l'islamisation rampante est devenue un énorme problème dans les lycées à Marseille. De fil en aiguille avec Fabrice on s'est dit est-ce que ce n'est pas là un foyer d'enquête intéressant...*»



Sauf erreur de notre part, le livre auquel il est fait référence ici est *Principal de collège ou imam de la République?*, publié à l'été 2017 par Bernard Ravet, ancien principal de collège à Marseille (et non proviseur de lycée – l'investigation est décidément un combat). Un ouvrage qui a alors bénéficié d'un écho médiatique certain, avec diverses recensions et invitations de son auteur. Un livre dans lequel on peut lire, comble de l'originalité pour quiconque s'intéresse un tant soit peu au traitement médiatique de l'islam, que «*le fanatisme [...] cherche à empiéter sur le territoire physique de la République, centimètre par centimètre, en imposant ses signes et ses normes dans l'espace scolaire, dans les cours de créations, les cantines, les piscines*».

Mais surtout, un livre qui faisait suite, entre autres, et pour se contenter d'ouvrages parus au cours des dernières années, à *Banlieue de la république* (Gilles Kepel, 2011), *Quatre-vingt-treize* (Gilles Kepel, 2012), *Islam, l'épreuve française* (Élisabeth Chemla, 2013), *les Territoires perdus de la république* (Collectif, 2002, réédité et augmenté en 2015), *Soumission* (Michel Houellebecq, 2015), *Une France soumise* (Georges Bensoussan, 2017), *Partition* (Alexandre Mendel, 2017), etc. Autant de livres qui, malgré des points de vue que l'on qualifiera de plus ou moins nuancés, s'inscrivent dans une même perspective: pour reprendre les mots de Gérard Davet, «*prendre le mauvais côté du fait religieux [musulman]*», avec un accent mis sur la situation dans les banlieues.

Autant dire que la plaie dans laquelle Davet et Lhomme prétendent porter la plume est déjà bien ouverte, voire béante, et que de nombreuses autres plumes, pas toujours les plus propres, y ont déjà été plantées. Les livres cités ci-dessous témoignent d'un intérêt éditorial qui se vérifie également, dans les médias dominants, par l'écho qu'ont rencontré certains de ces livres, mais aussi par les multiples «dossiers» et «Unes» qui ont été consacrées aux dites problématiques. Le projet de Davet et Lhomme, loin d'être en rupture ou en confrontation avec les idées dominantes, leur fait largement écho, au sens propre du terme. On est bien loin d'Albert Londres et de sa critique implacable du Tour de France...

#### VOUS AVEZ DIT «ISLAMISATION»? ?

En réalité, Davet et Lhomme vont même encore un peu plus loin que les ouvrages cités plus haut, dont on remarquera qu'aucun ne comporte, dans ses titre et sous-titre, le terme «islamisation». Une belle innovation de Davet-la-plume et Lhomme-la-plaie

– à moins que ce ne soit l'inverse – qui, ce faisant, s'inscrivent dans une lignée peu reluisante, puisqu'on ne le trouvait jusqu'alors, pour des livres évoquant la France, que chez des auteurs confidentiels oscillant entre la droite extrême et l'extrême droite. Le seul auteur de «renom» ayant inscrit ce terme sur la couverture de deux de ses livres n'étant autre que... Philippe de Villiers, connu pour sa lucidité et sa mesure quant à la place de l'islam en France...

Mais de cela, Gérard Davet et Fabrice Lhomme ne se préoccupent guère. Dans leur préface, les deux compères expliquent ainsi doctement que «l'islamisation» est, «selon le dictionnaire Larousse, l'"action d'islamiser", c'est-à-dire de "convertir à l'islam", et/ou d'"appliquer la loi islamique dans divers secteurs de la vie publique et sociale".» C'est tout? C'est tout. Et c'est inquiétant, car des journalistes comme Davet et Lhomme devraient savoir que les mots ont un sens qui dépasse de très loin la seule définition du dictionnaire, *a fortiori* lorsqu'ils sont utilisés par des forces politiques, dans le débat public, à des fins de stigmatisation, voire d'incitation à la haine.

Le terme «islamisation» a en effet depuis longtemps, dans les pays occidentaux, pris un autre sens – s'il l'a jamais eu – que celui de la simple description du type Larousse: «*Au milieu des années 2000, un mot étrange commence à imprégner les débats publics dans la plupart des sociétés européennes: islamisation. Les musulmans, dont le nombre s'accroît dangereusement, cherchaient à submerger et, in fine, à dissoudre les cultures nationales.*»<sup>1</sup> L'obsession de «l'islamisation» est en réalité l'un des corollaires de la théorie du «grand remplacement», fantasme de l'extrême droite la plus vulgaire.

L'absence de prise de distance vis-à-vis d'un terme aussi négativement connoté, qui se retrouve au contraire sur la couverture de «l'enquête», témoigne, au mieux, d'une méconnaissance grave du dossier et, au pire, d'une adhésion implicite à un discours de stigmatisation, voire de haine. Avec l'arrivée, un hommage rendu par, excusez du peu, le très albertlondrien *Valeurs actuelles*, qui affirme, à propos du livre *Inch'Allah*: «*Le réveil est tardif, il n'en est pas moins réussi*».

#### QUAND DES TÉMOIGNAGES DEVIENNENT DES FAITS

Le contenu du livre confirme malheureusement, et sans surprise, que la règle énoncée par Davet et Lhomme dans la préface – «*Oublier tous les a priori, les clichés, les in-*

*tox, et en revenir à ce qui fait l'essence même de notre métier: les faits*» – n'a guère été respectée. Nous ne reviendrons pas ici sur les diverses bourdes qui jalonnent l'ouvrage, déjà évoquées, entre autres, par Faïza Zerouala et Nassira El Moaddem, avec notamment la confusion, dès le début du livre, entre «muezzin» et «minaret»<sup>2</sup>. Et l'on ne s'étendra pas davantage sur les clichés véhiculés («*Ces quartiers où, désormais, il ne fait pas bon ouvrir un commerce à l'ancienne*», «*Il a le parler vrai des gens du bâtiment, cette sorte de confrérie unie par le labeur et les conditions de travail, les mêmes pour tous*», «*Consommer halal est devenu une évidence à Saint-Denis. De fait, quasiment une obligation*», etc.).

Le point sur lequel nous voudrions insister est l'omniprésence, dans l'ouvrage, d'un biais particulièrement révélateur du divorce d'avec «les faits»: le crédit aveugle accordé à celles et ceux qui dénoncent «l'islamisation» de la Seine-Saint-Denis n'a d'égal que la méfiance, voire la défiance à l'égard de celles et ceux qui sont considérés comme ses promoteurs.

On remarque ainsi que la parole des contempteurs de «l'islamisation» n'est jamais remise en question, et que leurs témoignages deviennent des faits. À un point tel que l'on ne sait plus, dans de nombreux passages du livre, qui s'exprime. Exemple avec le chapitre consacré à l'aéroport de Roissy: «*Des salariés de sandwicherie ne veulent plus toucher de jambon. D'autres ne manipulent plus les alcools vendus dans les duty-free. Un agent chargé du remboursement de la TVA sur certains produits refuse même de s'occuper de la détaxe des boissons alcoolisées pour avoir la conscience tranquille. Et que dire de ce chauffeur de bus qui en plein service se met à glorifier les attentats?*». Les journalistes ont-ils assisté à ces scènes? On en doute. Leur ont-elles été racontées? Si c'est le cas, on ne sait pas par qui, et l'usage de guillemets eut été préférable. Ces informations ont-elles été vérifiées, recoupées? Rien ne permet de l'affirmer. Pourquoi ne pas user du conditionnel? On n'en sait rien. Et les exemples de ce type sont (très) nombreux. On ne sera dès lors guère surpris de constater que lorsque les témoins déplorant «l'islamisation» sont cités nommément et entre guillemets, leur parole n'est guère questionnée. Les «faits» qu'ils et elles rapportent se sont peut-être produits mais ils ne sont, à de très rares exceptions près, jamais recoupés ou vérifiés. Difficile, dans de telles conditions, de parler d'investigation et de faits. Tout au plus une collection de témoignages, dont on n'a aucun moyen de vérifier la véra-

cité, qui semblent en réalité être mis bout-à-bout sans plus de précautions car ils servent essentiellement à venir à l'appui de l'exposé d'une thèse, formulée dans la préface du livre: «*Oui, l'islamisation est à l'œuvre en Seine-Saint-Denis*». Le fait que deux des témoins longuement cités aient déjà émis des protestations suite à la publication du livre, accusant les auteurs d'avoir déformé, voire instrumentalisé leurs propos, n'étonnera donc personne... (3)

## DEUX POIDS, DEUX MESURES ?

Le traitement des témoins qui sont considérés, au pire, comme des promoteurs de l'islamisation ou, au mieux, comme des naïfs, est tout à fait différent. Un double standard qui se traduit notamment dans un premier constat: lorsque ces témoins font l'objet d'un chapitre, des points de vue critiques d'autres témoins sont systématiquement convoqués, dont les positions peuvent même occuper davantage d'espace que les propos de celui dont on prétend faire le portrait. Le chapitre «le lobbyiste» est à cet égard un cas d'école, tant il est à charge. Des procédés que l'on ne retrouve pas lorsque c'est le portrait d'un contempteur de «l'islamisation» qui est dressé...

Au-delà de ce constat général, divers détails traduisent ce deux poids deux mesures. On apprend ainsi que M'Hammed Henniche, secrétaire général de l'Union des associations musulmanes du 93, a un «*parcours sinueux*». Lorsqu'il déclare que son collectif a «*une crédibilité réelle, [que] les politiques répondent à [leurs] appels, [qu'ils] connaissent tout le monde*», il «*fanfaronne*». Le genre de termes que l'on ne retrouve jamais lorsque l'on parle des témoins inquiets de «l'islamisation», qui «expliquent» ou «racontent». De même, lorsqu'est évoquée la personne d'Hassan Farsadou, président de l'Espérance musulmane de la jeunesse française, et sa capacité à opérer des changements d'alliance politique dans le but de peser sur la vie municipale, il est qualifié d'«*opportuniste*» (c'est le titre du chapitre qui lui est consacré). En revanche, Mohammed Chirani, ancien délégué du préfet, qui n'hésite pas lui non plus à opérer, selon les termes des journalistes, des «*revirements*» électoraux, est un «*missionnaire*» (c'est le titre du chapitre qui lui est consacré). Nuance. On notera au passage que, comme M'Hammed Henniche, Hassan Farsadou ne se contente pas de «*raconter*» ou d'«*expliquer*» : il «*se vante*», quand il ne «*pérorer*» pas.

Autre exemple avec Madjid Messaoudene, élu de gauche à Saint-Denis, dont on apprend,

immédiatement après une citation de ses propos concernant les écoles religieuses, qu'il s'exprime en «*ignorant délibérément le contexte lié au terrorisme islamiste*». Des remarques critiques que l'on n'entendra guère, par exemple, à propos du «*flic*», Pierre Biancamaria, au sujet duquel on peut lire ce qui suit: «*On croit parfois déceler quelques relents islamophobes dans son discours, quand il se lâche. Trop d'acrimonie, peut-être le sentiment d'un gâchis irresponsable. Le renseignement, quand on se sent inutile, incompris, visionnaire mais impuissant, ça vous dégingue*». En d'autres termes, on peut tolérer de l'islamophobie chez un «*grand flic*», et même l'expliquer de manière acritique. Mais un élu de gauche qui ne se conforme pas à la thèse générale du livre sera immédiatement renvoyé à son «*ignorance délibérée*» du «*terrorisme islamiste*»... On notera d'ailleurs qu'un peu plus tôt dans le livre, M. Messaoudene est logé à la même enseigne que M'Hammed Henniche et Hassan Farsadou. Contrairement aux témoins déplorant «l'islamisation», l'élu de Saint-Denis ne «*raconte*» pas ni n'«*explique*». Il «*clame sans ciller*».

Dernier exemple parmi tant d'autres, qui peut paraître anecdotique mais qui est à bien des égards révélateur, le diable se cachant bien souvent dans les détails. On apprend dans le livre qu'une «*liste noire*» circule au sein de la mission locale de Sevran, sur laquelle seraient répertoriées des associations qui, sous couvert d'insertion professionnelle, se livreraient à du prosélytisme. L'évocation de l'existence de cette liste ne suscite aucun commentaire de la part des journalistes. Mais, quelques pages plus loin, une «*autre liste*» est mentionnée, également en circulation à la mission locale, qui regrouperait des entreprises «*très tolérantes vis-à-vis des signes religieux*», et vers lesquelles pourraient donc être orientées les jeunes filles musulmanes en recherche d'emploi et voulant conserver leur voile sur leur lieu de travail. Vous l'avez? On vous le donne, en mille: «[une] liste dont la légalité semble discutable».

## INCH'ALLAH... OU PAS

Dans le documentaire «*la Plume dans la plaie*», Gérard Davet explique à une des étudiantes, qui lui fait alors part de ses doutes sur l'objectif de «l'enquête», que le sujet est «*simple*» et «*évident*». Des propos éloquentes, et à l'image de la «*simplicité*»



Montage réalisé par Acrimed

des recettes qui ont été employées pour construire l'objet *Inch'Allah*: un thème surexploité mais qui n'en demeure pas moins surmédiatisé, un titre «*racoleur*» – c'est Fabrice Lhomme qui le dit – et la promesse de «*révélations*» – que l'on cherche encore, tant l'ensemble a un goût de réchauffé.

Est-ce à dire que tout serait à jeter? Non. À certains moments, des nuances apparaissent, des processus complexes sont évoqués, qui auraient pu former, dans un autre cadre, une invitation à réfléchir. Mais ils sont rares, et ils sont surtout noyés dans le flot de faits-témoignages qui ne sont jamais remis en question et/ou en perspective, et dont l'accumulation, à défaut de démontrer quoi que ce soit, laisse à penser que le 93 serait désormais sous le contrôle des intégristes musulmans.

De toute évidence, Davet et Lhomme ont oublié que la formule d'Albert Londres dont ils se revendiquent concluait une phrase dont il est malaisé de séparer les membres: «*Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie*». En l'occurrence, *Inch'Allah* s'avère être une énième pierre ajoutée à l'édifice de la construction médiatique du «*problème de l'islam*» et, partant, de la stigmatisation des musulmanEs. □

(1) Raphaël Logier, *le Mythe de l'islamisation*, Seuil, 2012 (introduction).

(2) «*"Inch'Allah": deux journalistes du Monde forment des étudiants en déformant le 93*», en ligne sur Mediapart et sur le Bondy blog.

(3) Véronique Decker («*la directrice*») et Martine Roman («*la secrétaire*»), dont on peut trouver les témoignages (critiques) sur Mediapart.



# «Je finis par trouver obscène que l'image, au lieu de mettre à jour la souffrance et la violence du monde, l'esthétise et donc la dépolitise.»

PAR PHILIPPE CYROULNIK

*Dans le cadre du cycle «Mai 68» de notre université d'été, nous avons demandé à Philippe Cyroulnik, critique d'art, militant de la LCR et toujours proche de notre courant, de nous éclairer sur l'apport de l'art à Mai 1968 et, au-delà, sur le rapport entre art et politique.*

***Dans notre discussion, il va beaucoup être question de l'art et des artistes. Commentons par quelques précisions peut-être: pour toi, quel est le champ du travail de l'artiste?***

Pour moi, un artiste travaille sur la forme et le sens. Il peut y avoir des travaux formalistes qui ont un effet de sens que je peux trouver tout à fait pertinent; et des œuvres qui travaillent sur le sens, c'est-à-dire sur la mise en forme d'une pensée ou d'un message, sans avoir finalement de portée réelle. Je pense qu'un travail a plus de sens quand il interroge ou qu'il met en crise le sens, que quand il affirme. Il y a une force du négatif qui n'est pas comparable avec celle du positif, en particulier dans des situations conflictuelles historiquement. Cela dit, il est aussi possible de travailler la positivité sans disparaître sous les arcanes de la commande propagandiste – propagandiste au sens où on perd la distance critique possible. C'est une chose qui me semble très importante.

***Avant d'aborder la question des artistes en Mai 68, y a-t-il des mises en garde que tu veux faire?***

En règle générale, il y a une grande prudence à avoir sur le lien entre la radicalité productrice d'une œuvre, et la conscience politique d'une personne qui produit cette œuvre. On ne peut pas faire de l'engagement politique de l'artiste une condition sine qua non de la pertinence d'une œuvre. Sinon, on ne peut pas comprendre qu'un fasciste ouvertement antisémite comme Ezra Pound ait pu être un grand poète. Maurice Nadeau a choisi de publier un militaire fou qui écrit sur la guerre. Certains de nos camarades pourraient faire un procès

post-mortem à Nadeau, lui reprochant d'avoir publié un auteur de la Wermacht. Rappelons que Staline a censuré son tableau par Picasso, parce qu'il l'avait jugé trop noir. Dans les années 1960, il y a eu une radicalisation à gauche majoritaire dans les courants littéraires et artistiques. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Mais parfois, des processus de radicalisation, de radicalité à l'œuvre peuvent devenir des paramètres formels qui peuvent être réappropriés par des générations qui n'ont pas articulé cette forme de radicalité avec un niveau de politisation.

***Que s'est-il passé dans l'art autour de Mai 68? L'art a-t-il joué un rôle sur le mouvement, et le mouvement sur l'art?***

Le monde artistique se mobilise avec les autres mais ne produit pas en tant que tel. La seule forme d'expression qui mobilise une pratique artistique durant le mouvement même, c'est l'atelier populaire des Beaux-Arts. Mais le fonctionnement de l'atelier des Beaux-Arts est surdéterminé par des impératifs liés aux mot d'ordre ou à une situation à dénoncer: il relève de l'agitprop. En plus, il a lieu dans le cadre d'un mouvement de grève et de lutte immédiat, et sur une période très courte – en gros du 6 mai à la fin juin. Cela donne des choses parfois intéressantes graphiquement mais qui sont fortement surdéterminées par une dimension didactique et pédagogique, et peu par un souci de transformation des formes.

Contrairement à 1917, il n'y a pas d'émergence d'un État ouvrier qui permet aux artistes de penser leur production dans une toute autre temporalité, et de manière déconnectée de la question du marché. Pour toutes ces raisons, sur le plan de la produc-

tion en tant que telle pendant 68, je considère que le seul «moment artistique», ce sont les affiches de 68.

***Si l'on s'extrait de la période stricte de Mai 68, qu'en est-il des influences, à plus long terme, que le mouvement a pu avoir sur les artistes?***

Rappelons d'abord que Mai 68, dans le domaine culturel, s'inscrit dans un double processus qui est plus large que le mouvement même de 68. D'une part un processus de radicalisation des antagonismes et des conflits sociaux, de radicalisation politique du mouvement ouvrier, d'émergence de courants révolutionnaires relativement importants en France et à l'international; et d'autre part un processus de radicalisation des formes artistiques, littéraires et musicales.

Pour ce qui est de la peinture, il faut citer des courants qui sans nécessairement entretenir une même relation à la question du politique, ont en commun une radicalisation de leur attitude face à la notion d'œuvre d'art, qui passe par un processus de déconstruction des formes artistiques et revendique une radicalité politique au sens large du terme, et qui est affirmée comme telle par les artistes. Ce sont des courants aux États-Unis, qui se sont inspirés des avant-gardes historiques abstraites (constructivisme ou suprématisme de dada):

- les artistes conceptuels ou minimalistes;
- les artistes néo-dadaïstes et une partie des artistes pop qui vont s'engager très tôt dans



une interrogation à la fois sur la forme de la création et sur les représentations du monde.

### Et en France ?

Cette dynamique existe aussi en France avec deux courants :

- un courant plutôt abstrait, qui revendique un travail de déconstruction de la production artistique et d'affirmation du fait qu'il y a une dimension matérialiste à la production artistique elle-même et que la réalité de l'art, ce sont ses constituants, et que donc être matérialiste en art, c'est revendiquer un travail de réflexion, de production/réflexion sur le mode de production de la peinture ;



- un autre courant va s'affirmer du côté de la représentation : une volonté d'inscrire le réel dans le champ de la production sur un mode critique. Cela comprend des pratiques assez proches du réalisme socialiste, d'autres qui seraient celle d'un travail de réflexion critique sur le réel, jusqu'à ce que j'appellerais la nouvelle figuration ou ce qu'on a appelé la figuration analytique, une sorte de mise en crise du système de représentation.

Un autre domaine dans lequel l'art va intervenir, mais très progressivement, et même de manière postérieure au mouvement de 68, surtout pour la France, c'est la question du corps et à travers la question du corps, celle du genre et du statut sexuel et du genre sexuel. Cela commencera d'abord par la

question de l'identité sexuelle et ensuite par la question du genre, c'est-à-dire, « Qu'est-ce qu'il en est de la représentation des femmes dans le monde de l'art ? », du côté de l'art féministe, qui va recouper des réalités assez différentes. Carole Scheeman par exemple revendique le corps comme organe sexuel et désirant.

### Quels artistes ou courants ont été particulièrement significatifs de ton point de vue ?

Notamment à l'initiative d'artistes femmes, il y a eu un travail de mise à nu de la représentation américaine du monde, à travers en particulier l'intégration de la question du Vietnam dans les productions artistiques. Cela se fait par deux types d'artistes : Carole Schneemann qui produit une vidéo où on voit des scènes de guerre qui viennent, comme des flashback, des fantômes cauchemardesques affleurer à l'image vidéo (fin

légorie des exploités soit la dénonciation des « exploités » sous un registre très académique.

Dans certains secteurs, je pense en particulier aux pays sous domination stalinienne, qui dans les années 1960 connaissent de forts mouvements de contestation antibureaucratiques, le mode d'expression de la contestation s'exprime sur un mode plutôt individualiste, avec des artistes qui ont souvent choisi la performance permettant de faire des actions dans des espaces semi-clandestins ou semi-privés. Beaucoup d'artistes, notamment tchèques, ont beaucoup investi l'art corporel, une certaine forme d'art minimal, ou encore des actions sur le corps ou dans l'espace, parce que cela permettait de construire des formes de résistance à la normalisation néostalinienne.

Il y a eu aussi des mouvements puissants en Amérique latine. Le Cordobazo par exemple, qui a lieu en pleine période de dictature en Argentine. Un groupe d'artistes de Cordoba, de Rosario, de Buenos Aires et Tucuman forment *Tucuman arde* (« Tucuman brûle »), développant une activité qui relève à la fois de l'art et de l'agitprop avec une inventivité assez incroyable. Ils réduisent la frontière entre tract et collage, performance et action militante. Cela eut un fort impact visuel et symbolique mais tout en demeurant dans le cadre politico-social des bureaucraties syndicales (péonistes) et peu en relation avec les mouvements de contestation de celles-ci. Pourtant, cela ne délégitime pas leurs productions et actions car elles ne se réduisaient pas à la illustration d'une politique, travaillant plutôt à une politisation radicale de l'esthétique et à une transformation du lien entre art et politique. Et leur impact dépassait largement le cadre syndical avec lequel *Tucuman Arde* travailla.

Il y a aussi eu des tentatives de récuser la prégnance du marché de l'art sur les conditions de production des œuvres et l'intégration de l'art dans la société marchande par la mise en place de structures parallèles ou alternatives (Gordon Matta-Clark ouvrit dans les années 1960 un restaurant géré par les artistes).

### Mais ces artistes dont tu as parlé, qui a accès à leur œuvre ? Est-ce que cette question de la réception se pose pour elles et eux ?

Est-ce que, parce que les telenovelas touchent des milliards de personnes, c'est la seule forme dans laquelle on doit intervenir quand on veut « toucher le peuple » – disons plutôt les travailleurs « aliénés » – ? Je n'en suis pas convaincu.

### Mais les artistes se positionnent-ils par rapport à l'isolement de leur art ?



Hanns Eisler – compositeur communiste – en 1928, poussait en 1928 «un cri de détresse du musicien moderne qui ne se fait pas d'illusions quant à l'isolement terrible de son art, qui ne se satisfait pas de mettre au monde une œuvre après l'autre pour le seul plaisir de produire, qui veut créer une œuvre vivante, mais qui répugne à procurer à quelques gourmets des plaisirs de plus en plus raffinés.» (1)

C'est désespérant pour lui. Il y a une contradiction qui est quasiment insurmontable dans le cadre d'un ordre social divisé en classes. Mais parfois, cela déborde sa marginalité dans la lutte. Ainsi l'affiche célèbre d'El Lissitzki, *le Triangle rouge enfonce le cercle blanc*, vient d'un dessin suprématiste beaucoup moins connu du «grand public». Pour son *Guernica*, Picasso ne modifie pas son langage pictural. Mais le contexte de sa production et de son exposition en font une œuvre symbole.

#### **Justement, ces artistes se positionnent-ils par rapport à cette contradiction ?**

En dehors de l'irruption de mouvements sociaux, peu souvent. Mais l'irruption de mouvements sociaux transforme le mode d'expression des gens. Cela ne rend pas forcément les œuvres lisibles, mais ça fait que des choses qui se sont passées dans les avant-gardes, ou dans les expériences artistiques contemporaines, passent dans le champ social et sont appropriées par les gens comme force d'expression.

#### **Tu penses que le devenir politique d'une œuvre est postérieur à l'œuvre ?**

Oui, sauf quand tu es dans l'immédiateté d'une forme. Mais pour que des pratiques artistiques puissent s'inscrire dans le domaine social, il faut qu'elles soient prises en charge par le mouvement social, et/ou par l'État en train d'émerger, comme c'est le cas pendant une révolution, mais sans les réduire à un art d'État.

Ce qui me semble possible en revanche, c'est de donner des outils aux gens. Tous les arts supposent un savoir-faire, dont on ne peut pas faire l'économie. Quand les maos disent «À bas l'art bourgeois, à bas l'écriture bourgeoise, etc.», ce sont des conneries: pour produire quelque chose, il faut avoir en avoir le mode de production, quitte à en faire un usage critique ou à élargir le champ et son mode de production. Pour écrire de la musique, il faut lire des notes. Il y a une forme de musique qui part uniquement de l'écoute, mais ça n'est pas la forme unique. Ce que je trouve dangereux, c'est de dire que c'est la seule forme qui est possible parce qu'elle peut être appropriée par tout le monde.

#### **Mais les artistes ont-ils inclus cette problématique de la réception dans leur pratique ?**

Certains oui; mais je n'ai pas d'exemple de pratique d'artistes minimalistes ou conceptuels américains qui se mettent à utiliser leur forme artistique pour produire des activités militantes ou de façon très limitée. Martha Rosler, par exemple, est une grande référence avec *Bringing the War Home*, mais son œuvre n'a eu à l'époque qu'une visibilité sociale limitée. Aujourd'hui, des années après, on commence à la voir. Mais à l'époque ce sont des collectionneurs privés qui l'accueillent et,



Martha Rosler, *Balloons*, dans la série *Bringing the War Home*, 1967-1972.

aujourd'hui encore, c'est dans des collections privées qui appartiennent à des intérêts dans des entreprises qui ont peut-être participé à la guerre au Vietnam...

C'est comme les photographes qui photographient les sans-papiers, et dont on retrouve ensuite les photos chez des marchands de biens qui sont peut-être aussi des marchands de sommeil. La question que je me pose moi, ça n'est pas de savoir si on photographie ou pas des sans-papiers. C'est: que fait-on au moment de la vente? Quand tu as été amené à travailler avec des gens, est-ce que quelque chose leur est restitué? Je finis par trouver obscène que l'image, au lieu de mettre à jour la souffrance et la violence du monde, l'esthétise et donc la dépolitise. Peut être aussi devrait-on considérer que certaines doivent entrer prioritairement dans des collections publiques. Mais tout cela soulève des problèmes complexes que nous ne pouvons pas aborder de manière approfondie dans cet entretien...

#### **Toi-même, dans ton travail, comment as-tu pu intégrer cette problématique ?**

Je suis extrêmement réticent à «l'art politique». Par contre, des arts qui interrogent la question politique, oui, ça m'intéresse beaucoup. J'ai organisé une exposition avec l'artiste Dominique Dehais qui s'intitulait «Zone de production, anatomie d'une automobile». Il avait démonté une voiture de Peugeot, et invité des travailleurs de chez Peugeot par l'intermédiaire de militants syndiqués de l'usine (CGT et Sud) à venir assister à ce démontage. Ils étaient libres de donner des conseils ou de participer au démontage. Il y avait à côté de l'espace de démontage un studio dans lequel on avait enregistré les réponses qu'ils faisaient à un certain nombre de questions, des questions-type auxquelles ils répondaient face caméra. L'œuvre était en cours, en procès. Il avait schématisé et «géométrisé» les chaînes de production en signalant les zones conflictuelles, les accidents de travail, etc. Mais, exception faite de quelques militants CGT ou de Sud, la barrière sociale était telle que peu de travailleurs de l'usine sont venus.

L'artiste argentine Ana Gallardo avait fait un jour une exposition à Belfort («Ceux de l'Alstom»), qui portait sur leur mémoire des luttes et du travail, avec la présentation d'objets qui étaient chers aux travailleurs: des dessins, des photos, une radio. Plusieurs lui avaient parlé d'une chanson (le Chiffon rouge) dont la charge affective accompagnait leurs souvenirs de luttes. Et la chanson est entrée dans l'exposition comme un un objet (sonore) de mémoire. J'ai trouvé cette exposition magnifique, mais à part les employés de la boîte, peu des autres entreprises de la région (même syndicalistes) sont venus.

#### **Un dernier mot autour de 68 ?**

Pour moi, la plus belle œuvre de 68, c'est *la Reprise*. C'est un film apparemment très «simple», qui consiste en un plan séquence sur cette ouvrière qui refuse de rentrer aux usines Wonder après la grève. Je pense que c'est *l'image* de 68: c'est l'image d'un combat, d'une défaite et d'une résistance. Ce refus de la défaite, ce refus de baisser les bras, de lâcher la grève, tous les films du monde pourront en parler, mais personne ne résiste à ces dix minutes de film. C'est un chef-d'œuvre absolu et bouleversant. Ça dispense d'une «belle histoire» sur la dictature du prolétariat, sur le taux d'exploitation ou sur les méchants patrons. □

(1) Cité par Albrecht Betz, *Hanns Eisler political musician*, (1976) traduit par Bill Hopkins, 1982 (1976) Cambridge University Press, p. 83.



# En Guyane, la population s'oppose à une mine d'or à ciel ouvert

PAR RÉGINE VINON



DR.

Sacré « champion de la terre » en septembre par les Nations unies, Macron se pose plutôt en champion des multinationales dans ce territoire français d'outre-mer qu'est la Guyane.

Autorisation de forage accordée à Total, volonté de faire aboutir un projet contesté et contestable de mine d'or à ciel ouvert : le gouvernement Macron poursuit sa politique anti-écologique et anti-populaire. Un arrêté a en effet été signé le 22 octobre autorisant Total à forer en Guyane à proximité d'un récif corallien, pour tenter d'y trouver du pétrole. Cela très peu de temps après le rapport du GIEC sur le climat et l'urgence de sortir des énergies fossiles, et après une loi promulguée fin 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures. Mais sous prétexte qu'une première autorisation avait été accordée avant la loi, on autorise de nouveau Total à essayer de trouver du pétrole!

## « MONTAGNE D'OR »

Et ce n'est pas tout: un projet de méga mine à ciel ouvert, « la Montagne d'or », susceptible d'avoir des effets très nocifs sur l'environnement, est soutenu par le gouvernement et les élus locaux. Or, la population locale y est, elle, fortement opposée, à 70% selon un récent sondage. Le collectif *Or de question*, qui regroupe des ONG locales et nationales, demande au gouvernement français l'arrêt immédiat de ces projets liés à l'industrie minière.

La Compagnie Montagne d'Or, détenue à 55% par le russe Nordgold et à 45% par le canadien Columbus Gold, veut établir au

cœur de la forêt amazonienne une immense mine d'or à ciel ouvert. Pour ce faire, la société va pulvériser des millions de tonnes de roches, creusant une fosse de 2,5 km de long sur 400 mètres de large et 250 mètres de profondeur. Surtout, de multiples risques environnementaux sont soulignés par les opposants à la mine: la déforestation nécessaire aux installations, l'utilisation du cyanure, le risque de remontée de métaux lourds présents naturellement dans le sol, la gestion des déchets miniers et celle de l'après-mine. Le site industriel nécessiterait en effet de déraciner l'équivalent de 820 stades de foot au milieu de la forêt amazonienne. Ce qui entraînerait une destruction d'une bonne partie de la forêt et de ses écosystèmes. Le risque majeur repose sur le stockage en digue de millions de tonnes de boues cyanurées. Un réel danger car au moins 25 ruptures de digue ont eu lieu depuis 2000 dans le monde. En 2015, le Brésil a connu un accident de ce type considéré comme l'une des pires catastrophes écologiques de son histoire. Les opposantEs insistent aussi sur le fait que ce projet est un poisson pilote qui ouvrirait la porte aux autres multinationales minières en attente.

## L'EXEMPLE DE NORDGOLD EN GUINÉE: UNE ACTIVITÉ CATASTROPHIQUE

Bien entendu, la compagnie Nordgold

se pare de toutes les vertus de société responsable. Or, l'exemple de la Guinée, où elle exploite déjà une mine, est très parlant. Les habitantEs du village voisin de la mine se sont vus contraints de quitter leurs terres. « Cette mine ne nous apporte que du malheur et tue notre bétail », expliquent-ils. Une centaine de vaches et de chèvres sont en effet mortes après s'être abreuvées dans le bassin ces dernières années.

Quant aux promesses de développement économique, qui constituent l'argument majeur des défenseurs du projet, elles sont loin d'être au rendez-vous. La société affirme vouloir employer des personnes locales. Or, « sur les 1 755 habitants, un seul d'entre nous travaille aujourd'hui à la mine. Nous étions davantage avant l'arrivée des Russes ». « Ils prennent des stagiaires, mais ne les gardent jamais », affirmait un syndicaliste à *Mediapart* en ajoutant: « À une exception près, tout l'encadrement est assuré par des expatriés ». Et en plus, elle détruit l'emploi, notamment agricole, du fait de la déforestation, de la disparition des cours d'eau par ensablement lié à l'activité minière. Il n'y a plus de poissons, les terres arables sont devenues rares. La mine prospère, les agriculteurs régressent, constate amèrement un habitant... □